

DEC 30/2012

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2012-2013

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
Le 8 octobre 2012

Enregistré à la Présidence du Sénat
Le 8 octobre 2012

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Virement de crédits n° DEC 30/2012 à l'intérieur de la section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2012.

E 7743



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 1^{er} octobre 2012 (02.10)
(OR. en)**

14296/12

FIN 700

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception: 1^{er} octobre 2012
Destinataire: Monsieur Vassos SHIARLY, président du Conseil de l'Union européenne

Objet: Virement de crédits n° DEC 30/2012 à l'intérieur de la section III
- Commission - du budget général pour l'exercice 2012

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC 30/2012.

p.j.: DEC 30/2012



BRUXELLES, LE 27/09/2012

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2012

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 14, 16, 17,
18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 32, 33

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 30/2012

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Introduction

Chaque année, après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement jusqu'en fin d'exercice, la Commission établit une proposition de «virement global» destinée à permettre le rééquilibrage des **crédits de paiement** pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

Le virement global doit, comme tout autre virement, assurer une neutralité budgétaire. Il n'est possible de satisfaire aux besoins complémentaires en crédits de paiement de certains programmes et actions que dans la mesure où des fonds suffisants peuvent provenir d'autres sources, pour lesquelles une sous-utilisation des crédits est prévisible d'ici à la fin de l'exercice.

La présente proposition de virement global pour 2012 porte sur des crédits de paiement correspondant au total à quelque **419,7 millions d'EUR**, ce qui représente 0,3 % du total des paiements autorisés dans le budget 2012. La valeur correspondante du virement global en 2011 était de 719,2 millions d'EUR et de 1 792 millions d'EUR en 2010. Le montant relativement faible du présent exercice traduit le fait que les paiements ont été calculés au plus juste dans le budget 2012, dans lequel seuls 419,7 millions d'EUR environ sont disponibles pour redéploiement, ce qui signifie que les demandes de renforcement n'ont pu être que partiellement satisfaites dans les limites de ce montant.

Comme la demande de crédits de paiement supplémentaires excède les montants disponibles dans les diverses rubriques, il a été possible de combler seulement une partie limitée des besoins réels. Les montants réduits disponibles ont essentiellement été redéployés au sein des mêmes rubriques du cadre financier pluriannuel (CFP). Les montants disponibles pour redéploiement sont de 10 millions d'EUR ou plus, sur neuf lignes budgétaires seulement; pour vingt lignes budgétaires, un montant d'un million d'EUR ou moins est disponible. Dans une telle situation, il était simplement impossible de couvrir certaines demandes importantes de renforcement dans diverses rubriques, notamment la rubrique 1b. Comme cela a déjà été prévu et signalé en cours d'exercice, ces demandes sont d'une ampleur telle qu'elles ne peuvent être satisfaites au moyen d'un redéploiement des crédits disponibles dans le budget 2012.

Les choix opérés dans le virement global ont par conséquent été fonction des possibilités, l'objectif étant d'assurer l'équilibre entre les besoins et les montants disponibles et de chercher à répondre au plus grand nombre possible de nécessités urgentes. Les obligations contractuelles ont été prises en compte, la priorité ayant notamment été donnée aux programmes qui comporteraient des sanctions financières si les paiements n'étaient pas honorés avant la fin de l'exercice. Les taux d'exécution ont également été pris en considération, de même que les prévisions d'ici à la fin de l'année.

Les virements proposés en vue d'un **renforcement** portent sur les rubriques suivantes:

• Rubrique 1a:	Compétitivité	151,9	millions	d'EUR
• Rubrique 2:	Ressources naturelles	14,2	millions	d'EUR
• Rubrique 3a:	Liberté, sécurité et justice	25,7	millions	d'EUR
• Rubrique 3b:	Citoyenneté	7,8	millions	d'EUR
• Rubrique 4:	L'UE acteur mondial	219,7	millions	d'EUR
• Rubrique 5:	Administration	0,5	million	d'EUR

Les virements proposés en vue d'un **prélèvement** proviennent des rubriques suivantes:

• Rubrique 1a:	Compétitivité	180,0	millions	d'EUR
• Rubrique 2:	Ressources naturelles	19,4	millions	d'EUR
• Rubrique 3b:	Citoyenneté	0,2	million	d'EUR
• Rubrique 4:	L'UE acteur mondial	219,7	millions	d'EUR
• Rubrique 5:	Administration	0,5	million	d'EUR

Au total, 110 lignes budgétaires sont concernées (65 pour les renforcements et 45 pour les prélèvements), contre 103 lignes (57 pour les renforcements et 46 pour les prélèvements) dans le virement global présenté à la fin de 2011.

Il n'a pas été possible de faire face à toutes les demandes dans le cadre du virement global. Les demandes en suspens font actuellement l'objet d'un examen détaillé, tenant dûment compte des taux d'exécution, des besoins prévus et des obligations légales, dans la perspective de la préparation d'un budget rectificatif.

2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les principaux renforcements et prélèvements (supérieurs à 10 millions d'EUR) sont résumés dans la présente section.

2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé de renforcer **65 lignes budgétaires**. Les 13 lignes budgétaires pour lesquelles le renforcement excède 10 millions d'EUR sont présentées ci-dessous, par rubrique et par montants décroissants du renforcement:

2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 22 millions d'EUR pour la ligne 02 04 01 03 Recherche liée aux transports (Galileo). Ce renforcement servira à honorer les obligations contractuelles de la Commission découlant de la convention de délégation signée avec l'Agence spatiale européenne. Il permettra de financer les procédures de marchés publics lancées en 2011, et sera utilisé en outre pour effectuer le deuxième paiement annuel en faveur de l'Agence spatiale européenne (ESA);
- + 18 millions d'EUR pour la ligne 08 13 01 Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME). Il est prévu de signer d'ici la fin de l'année un nombre de subventions supérieur à celui qui était initialement programmé, tandis que la présentation en temps utile des résultats des projets par les bénéficiaires de subventions signifie qu'il faut honorer davantage de paiements intermédiaires et/ou finaux;
- + 17,2 millions d'EUR pour la ligne 02 05 01 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo). Comme dans le cas du poste budgétaire 02 04 01 03 indiqué ci-dessus, le renforcement servira à honorer les obligations contractuelles de la Commission découlant de la convention de délégation signée avec l'Agence spatiale européenne;
- + 17 millions d'EUR pour la ligne 08 09 01 Coopération - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF). Cet ajustement est nécessaire au motif que les paiements de la Banque européenne d'investissement (BEI) dans le cadre du RSFF doivent être équivalents aux engagements, sur une base annuelle. Tel n'était pas le cas dans le budget qui a été voté pour 2012;

- + 11 millions d'EUR pour la ligne 14 04 02 Douane 2013. Les renforcements demandés sont nécessaires pour honorer les contrats existants. Les services fournis par les contractants sont soit des services en continu (à savoir un appui pour les applications informatiques existantes), soit des services à la demande (à savoir que le paiement dépend de la progression et de la livraison). La continuité de ces services est primordiale pour maintenir les flux commerciaux aux frontières extérieures de l'UE et assurer l'échange indispensable d'informations entre les administrations publiques, dans le contexte actuel d'assainissement budgétaire et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

2.1.2 Rubrique 2 - Conservation et gestion des ressources naturelles

- + 10,3 millions d'EUR pour la ligne 11 02 03 01 - Programme «pêche» en faveur des régions ultrapériphériques. Les paiements en suspens doivent être effectués et les États membres participants ont indiqué que des demandes de paiements importants seraient adressées à la Commission en octobre et en novembre.

2.1.3 Rubrique 3a - Liberté, sécurité et justice

- + 12 millions d'EUR pour la ligne 18 05 09 Prévenir et combattre la criminalité. La Commission est confrontée à des demandes de préfinancement et de paiements concernant à la fois les engagements de 2011 et de 2012 et portant sur deux programmes de travail annuels consécutifs, ce qui accroît sensiblement ses obligations à l'égard des tiers. Les projets sélectionnés portent notamment sur la menace que représente l'usage potentiel par des terroristes de matières chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires, ainsi que d'explosifs, conformément aux plans d'action de l'UE sur les explosifs et les CBRN, sur la radicalisation qui conduit au terrorisme, sur la protection des victimes du terrorisme, sur la traite des êtres humains, sur l'exploitation sexuelle des enfants et l'utilisation illégale d'internet, sur la criminalité financière et économique, sur la coopération policière transfrontière, notamment dans le domaine de la réduction de l'offre de drogue, sur le trafic illicite des armes à feu et sur la promotion de la protection et de l'intégration des victimes et des témoins de la criminalité organisée (y compris des organisations mafieuses) et du terrorisme.

2.1.4 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- + 64,3 millions d'EUR pour la ligne 23 02 01 Aide humanitaire. Au cours de 2012, les engagements de cette ligne ont été renforcés par la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence. Lors de la présentation de ces demandes pour la mobilisation de la réserve, la Commission a annoncé que les crédits de paiement correspondants seraient sollicités, si nécessaire, dans l'exercice de virement global;
- + 34 millions d'EUR pour la ligne 23 02 02 Aide alimentaire. La situation de cette ligne budgétaire est analogue à celle de la ligne 23 02 01 Aide humanitaire, et la Commission a déjà annoncé qu'il conviendrait de trouver des crédits de paiement dans le virement global;
- + 30 millions d'EUR pour la ligne 19 08 01 02 Instrument européen de voisinage et de partenariat – Aide financière à la Palestine, au processus de paix et à l'UNRWA. Ce renforcement est nécessaire pour couvrir les paiements à effectuer en 2012. Ceux-ci sont principalement destinés au Mécanisme palestinien-européen de gestion et d'aide socio-économique (PEGASE) (qui finance des dépenses récurrentes de l'Autorité palestinienne), et à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA), mais aussi des paiements liés aux infrastructures en cours de réalisation et aux projets de développement à parachever pour la fin de l'année. La situation financière de l'Autorité palestinienne est critique, et elle n'a pas été en mesure de verser les traitements des fonctionnaires et des autres employés de l'État au mois d'août. L'UNRWA connaît actuellement une baisse des ressources escomptées et annonce d'ores et déjà qu'il ne sera pas en mesure de remplir tous ses engagements cette année;
- + 30 millions d'EUR pour la ligne 21 03 01 Acteurs non étatiques du développement. Le renforcement sera utilisé pour couvrir les paiements attendus dans le cadre de nombreux contrats signés avec des ONG en 2011 et arrivant à échéance en 2012. En outre, l'appel à propositions lancé au cours des premiers mois de 2012 a été finalisé et les décisions de financement correspondantes ont été prises. Les ONG ont présenté leurs contrats en vue du paiement. La Commission est légalement tenue d'honorer ces demandes de paiement. Tout retard est susceptible de donner lieu à des sanctions financières;

- + 14,6 millions d'EUR pour la ligne 21 05 01 01 Santé. Il existe actuellement sous cette ligne budgétaire un total de 128 contrats de subventions et 13 accords de contribution conclus avec des organisations internationales. Le besoin en crédits de paiement est plus important que ce qui était initialement prévu, en raison de demandes de paiements concernant des contrats signés fin 2011 et début 2012;
- + 12,4 millions d'EUR pour la ligne 19 06 02 01 Actions dans le domaine de l'atténuation des risques et de la préparation quant aux matières ou agents chimiques, nucléaires ou biologiques (instrument de stabilité). Le montant supplémentaire est nécessaire pour couvrir les paiements relatifs à deux projets, dans lesquels l'UE est légalement tenue de fournir un financement en vertu d'accords internationaux.

2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **45 lignes budgétaires**. Les 9 lignes budgétaires pour lesquelles le prélèvement excède 10 millions d'EUR sont présentées ci-dessous, par rubrique et par montants décroissants du prélèvement:

2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 90 millions d'EUR sur la ligne 08 20 02 Euratom - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E). Les procédures relatives à la signature de six contrats importants, essentiellement liés au domaine des bâtiments et des chambres à vide, sont retardées de quelques mois. L'absence de concurrence et les prix élevés des offres provenant de certains soumissionnaires ont obligé F4E à étendre la période de négociation. Dans d'autres cas, la finalisation tardive de cahiers des charges importants par l'organisation ITER a retardé le lancement des appels d'offres correspondants. Ce retard n'aura aucun effet sur la mise en œuvre de la partie du projet ITER dont l'UE est responsable, et n'aura pas non plus d'effet négatif sur les engagements du budget 2012. Il modifiera toutefois le calendrier des avances et des paiements intermédiaires;
- - 30 millions d'EUR sur la ligne 32 05 03 Sûreté nucléaire - Mesures transitoires (démantèlement). Les dernières prévisions fournies par les autorités de gestion des trois programmes de démantèlement indiquent que les demandes de paiement sont moins importantes que prévu, et qu'un redéploiement est possible;
- - 14,1 millions d'EUR sur la ligne 06 02 06 Programme Marco Polo II. Eu égard aux besoins réels en crédits de paiement d'ici à la fin de l'année, et au fait qu'une partie de ces crédits peut être couverte par des recettes affectées, un montant de 14 millions d'EUR peut être libéré;
- - 11,4 millions d'EUR sur la ligne 32 04 14 03 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Réseau européen d'éoliennes en mer. Sur dix projets d'éoliennes en mer, un projet est terminé et les autres ont bien progressé, mais certains connaissent des retards importants dans la procédure d'autorisation. L'agrément des parcs éoliens devant être raccordés (ainsi que le cofinancement à obtenir par l'intermédiaire des autorités de régulation) doit être finalisé avant que les décisions d'investissement définitives puissent être prises;
- - 10 millions d'EUR sur l'article budgétaire 08 05 02 Coopération — Énergie — Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène. Il est possible d'effectuer un prélèvement sur cette ligne car les besoins sont moins importants que prévu pour les paiements intermédiaires et de préfinancement, les recouvrements, et les efforts destinés à assurer une gestion rigoureuse des liquidités.

2.2.2 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- - 65 millions d'EUR sur la ligne 19 10 01 02 Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan. En Afghanistan, les conditions de sécurité et les difficultés qui en résultent dans la gestion quotidienne ont une incidence globale négative sur la mise en œuvre des projets et, par conséquent, des versements. La réaffectation temporaire à Bruxelles de la majeure partie du personnel de la Commission a modifié la capacité de la délégation à s'engager dans un dialogue sectoriel, dans la coordination des donateurs et dans le suivi de programmes;

- - 47 millions d'EUR sur la ligne 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD). Les prévisions des pays candidats montrent que les paiements en faveur des bénéficiaires seront d'un niveau très faible au troisième trimestre, alors que les paiements devraient augmenter sensiblement pour le quatrième trimestre, qui ne sera déclaré qu'en 2013. De ce fait, une part importante des crédits sera encore inutilisée en fin d'exercice;
- - 40 millions d'EUR sur la ligne 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie. Dans le cadre de plusieurs programmes financés par cette ligne budgétaire, des paiements prévus en 2012 ont été réduits ou annulés, pour les raisons suivantes: retards dans la conclusion des contrats, réalisation d'économies et difficultés de mise en œuvre;
- - 33,4 millions d'EUR sur la ligne 21 06 07 Mesures d'accompagnement «bananes». En raison de l'adoption tardive de la base légale des mesures d'accompagnement «bananes» en décembre 2011, le processus de prise de décision et de conclusion des contrats ne sera pas finalisé en 2012. Les paiements prévus pour 2012 seront donc reportés à 2013.

3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans le tableau récapitulatif ci-joint, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 14 septembre 2012;
- les virements au 14 septembre 2012;
- l'exécution au 14 septembre 2012;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- une brève justification du virement proposé. Pour les prélèvements ou les renforcements représentant moins de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, l'une des justifications standard suivantes s'applique:
 - exécution plus rapide que prévu;
 - exécution plus lente que prévu;
 - non-exécution de paiements d'avances programmés;
 - crédits de paiement insuffisants pour couvrir les crédits d'engagement;
 - absorption accrue de paiements retardés lors de l'exercice précédent.

Pour les prélèvements ou les renforcements représentant plus de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications plus circonstanciées sont fournies ci-joint.

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2012

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 32, 33

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 30/2012

en EUR

ORIGINE DES CRÉDITS**DU CHAPITRE - 0504 Développement rural**

POSTE - 05 04 05 03 Projet pilote - Programme d'échange pour les jeunes agriculteurs Paiements 750 000

DU CHAPITRE - 0505 Mesures de préadhésion dans le domaine de l'agriculture et du développement rural

ARTICLE - 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) Paiements 47 000 000

AU CHAPITRE - 0506 Aspects internationaux du domaine politique «Agriculture et développement rural»

ARTICLE - 05 06 01 Accords internationaux en matière agricole Paiements 2 149 049

DU CHAPITRE - 0602 Transports intérieurs, aériens et maritimes

ARTICLE - 06 02 06 Programme Marco Polo II Paiements 14 065 000

DU CHAPITRE - 0603 Réseaux transeuropéens

ARTICLE - 06 03 03 Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport Paiements 7 800 000

DU CHAPITRE - 0606 Recherche liée aux transports

POSTE - 06 06 02 01 Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique) Paiements 3 200 000

POSTE - 06 06 02 03 Entreprise commune SESAR Paiements 7 000 000

DU CHAPITRE - 0703 Élaboration et mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union

ARTICLE - 07 03 03 Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie I (protection de la nature) Paiements 1 800 000

ARTICLE - 07 03 04 Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie II (protection de l'environnement) Paiements 330 000

ARTICLE - 07 03 07 LIFE + (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013) Paiements 2 700 000

ARTICLE - 07 03 17 Action préparatoire - Climat du bassin des Carpates Paiements 430 000

ARTICLE - 07 03 30 Projet pilote - Précipitations atmosphériques - Protection et utilisation rationnelle de l'eau douce Paiements 750 000

ARTICLE - 07 03 33 Projet pilote – Récupération des déchets marins Paiements 500 000

ARTICLE - 07 03 34 Projet pilote - Disponibilité, utilisation et durabilité des ressources en eau pour la production d'énergie nucléaire et fossile Paiements 250 000

ARTICLE - 07 03 35 Projet pilote - Nouvelles connaissances pour une gestion intégrée de l'activité humaine en mer Paiements 1 000 000

ARTICLE - 07 03 72 Projet pilote - «Efficacité des ressources dans la pratique» — Bouclage des cycles minéraux Paiements 500 000

DU CHAPITRE - 0713 Intégration des questions climatiques et innovation		
ARTICLE - 07 13 03 Action préparatoire - Intégration de l'action pour le climat et adaptation	Paielements	1 500 000
DU CHAPITRE - 0805 Coopération - Énergie		
ARTICLE - 08 05 02 Coopération - Énergie - Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène	Paielements	10 000 000
DU CHAPITRE - 0814 Capacités - Régions de la connaissance		
ARTICLE - 08 14 01 Capacités - Régions de la connaissance	Paielements	3 034 000
DU CHAPITRE - 0817 Capacités - Activités de coopération internationale		
ARTICLE - 08 17 01 Capacités - Activités de coopération internationale	Paielements	2 000 000
DU CHAPITRE - 0819 Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche		
ARTICLE - 08 19 01 Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche	Paielements	1 245 000
DU CHAPITRE - 0820 Euratom - Énergie de fusion		
ARTICLE - 08 20 02 Euratom - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E)	Paielements	90 000 000
DU CHAPITRE - 1103 Pêche internationale et droit de la mer		
ARTICLE - 11 03 02 Contributions à des organisations internationales	Paielements	772 882
DU CHAPITRE - 1106 Fonds européen pour la pêche (FEP)		
ARTICLE - 11 06 04 Achèvement de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) – Hors objectif n° 1 (2000 à 2006)	Paielements	7 005 456
DU CHAPITRE - 1109 Politique maritime		
ARTICLE - 11 09 01 Action préparatoire - Politique maritime	Paielements	397 303
ARTICLE - 11 09 02 Projet pilote – Mise en réseau et meilleures pratiques dans le domaine de la politique maritime	Paielements	128 218
ARTICLE - 11 09 05 Programme destiné à soutenir le développement d'une politique maritime intégré (PMI)	Paielements	588 835
DU CHAPITRE - 1602 Communication et médias		
ARTICLE - 16 02 04 Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels	Paielements	450 000
DU CHAPITRE - 1702 Politique des consommateurs		
ARTICLE - 17 02 03 Action préparatoire - Contrôle des mesures adoptées dans le domaine de la politique des consommateurs	Paielements	200 000
ARTICLE - 17 02 04 Projet pilote - Transparence et stabilité des marchés financiers	Paielements	250 000
DU CHAPITRE - 1902 Coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile		
ARTICLE - 19 02 01 Coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile	Paielements	8 700 000
DU CHAPITRE - 1903 Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)		
19 03 01 01 - Mission d'observation en Géorgie	Paielements	1 902 666
POSTE - 19 03 01 02 EULEX Kosovo	Paielements	8 100 000
DU CHAPITRE - 1909 Relations avec l'Amérique latine		
ARTICLE - 19 09 03 Activités de coopération ne relevant pas de l'aide publique au développement (Amérique latine)	Paielements	1 083 000
DU CHAPITRE - 1910 Relations avec l'Asie, l'Asie centrale et le Moyen-Orient (Iraq, Iran, Yémen)		
POSTE - 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie	Paielements	40 000 000
POSTE - 19 10 01 02 Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan	Paielements	65 000 000

POSTE - 19 10 01 03 Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec l'Inde	Paiements	633 000
POSTE - 19 10 01 04 Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec la Chine	Paiements	720 000
ARTICLE - 19 10 04 Activités de coopération ne relevant pas de l'aide publique au développement (Asie, Asie centrale, Iraq, Iran et Yémen)	Paiements	4 543 701
DU CHAPITRE - 1911 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Relations extérieures»		
ARTICLE - 19 11 05 Action préparatoire - Évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement du développement de l'Arctique européen	Paiements	500 000
DU CHAPITRE - 2106 Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)		
ARTICLE - 21 06 05 Aide aux producteurs de bananes des États ACP	Paiements	5 000 000
ARTICLE - 21 06 06 Activités de coopération ne relevant pas de l'aide publique au développement (Afrique du Sud)	Paiements	954 559
ARTICLE - 21 06 07 Mesures d'accompagnement «bananes»	Paiements	33 409 566
DU CHAPITRE - 3204 Sources d'énergie classiques et renouvelables		
POSTE - 32 04 14 03 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Réseau européen d'éoliennes en mer	Paiements	11 400 000
DU CHAPITRE - 3205 Énergie nucléaire		
ARTICLE - 32 05 03 Sûreté nucléaire - Mesures transitoires (démantèlement)	Paiements	30 000 000
<u>DESTINATION DES CRÉDITS</u>		
AU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers		
ARTICLE - 01 04 05 Achèvement du programme pour les entreprises: amélioration de l'environnement financier des petites et moyennes entreprises (PME)	Paiements	6 000 000
AU CHAPITRE - 0203 Marché intérieur des biens et des politiques sectorielles		
ARTICLE - 02 03 04 Normalisation et rapprochement des législations	Paiements	3 000 000
AU CHAPITRE - 0204 Coopération - Espace et sécurité		
POSTE - 02 04 01 03 Recherche liée aux transports (Galileo)	Paiements	22 000 000
AU CHAPITRE - 0205 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et GALILEO)		
ARTICLE - 02 05 01 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)	Paiements	17 150 000
AU CHAPITRE - 0403 Travailler en Europe - Dialogue social et mobilité		
POSTE - 04 03 03 02 Actions de formation et d'information en faveur des organisations de travailleurs	Paiements	1 850 000
ARTICLE - 04 03 04 EURES (services européens de l'emploi)	Paiements	3 200 000
ARTICLE - 04 03 07 Situation sociale, démographie et famille: analyse, études et sensibilisation	Paiements	670 000
ARTICLE - 04 03 13 Action préparatoire - Ton premier job EURES	Paiements	673 000
AU CHAPITRE - 0404 Emploi, solidarité sociale et égalité entre les femmes et les hommes		
POSTE - 04 04 01 02 Protection et insertion sociales	Paiements	4 200 000
AU CHAPITRE - 0508 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Agriculture et développement rural»		
ARTICLE - 05 08 01 Réseau d'information comptable agricole (RICA)	Paiements	907 935
ARTICLE - 05 08 02 Enquêtes sur la structure des exploitations agricoles	Paiements	937 586

AU CHAPITRE - 0803 Coopération - Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologies		
ARTICLE - 08 03 01 Coopération - Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologies	Paielements	7 243 000
AU CHAPITRE - 0808 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines		
ARTICLE - 08 08 01 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines	Paielements	2 623 000
AU CHAPITRE - 0809 Coopération - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)		
ARTICLE - 08 09 01 Coopération - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)	Paielements	16 985 000
AU CHAPITRE - 0813 Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)		
ARTICLE - 08 13 01 Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)	Paielements	18 000 000
AU CHAPITRE - 0816 Capacités - La science dans la société		
ARTICLE - 08 16 01 Capacités - La science dans la société	Paielements	3 000 000
AU CHAPITRE - 0902 Cadre réglementaire de l'Agenda numérique		
POSTE - 09 02 02 01 Programme «Internet plus sûr»	Paielements	3 500 000
AU CHAPITRE - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom		
ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets	Paielements	2 000 000
AU CHAPITRE - 1102 Marchés de la pêche		
POSTE - 11 02 03 01 Programme «pêche» en faveur des régions ultrapériphériques – Nouvelles actions	Paielements	10 251 673
AU CHAPITRE - 1107 Conservation, gestion et exploitation des ressources aquatiques vivantes		
ARTICLE - 11 07 01 Appui à la gestion des ressources halieutiques (collecte des données de base)	Paielements	1 400 000
ARTICLE - 11 07 02 Appui à la gestion des ressources halieutiques (amélioration de l'avis scientifique)	Paielements	670 000
AU CHAPITRE - 1202 Politique du marché intérieur		
ARTICLE - 12 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur	Paielements	2 400 000
ARTICLE - 12 02 03 Projet pilote - Forum du marché unique	Paielements	187 500
AU CHAPITRE - 1204 Libre circulation des capitaux, droit des sociétés et gouvernement d'entreprise		
Article - 12 04 01 Activités spécifiques dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes	Paielements	350 000
AU CHAPITRE - 1402 Stratégie politique et coordination de la direction générale de la fiscalité et de l'union douanière		
ARTICLE - 14 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur	Paielements	300 000
AU CHAPITRE - 1403 Aspects internationaux de la fiscalité et des douanes		
ARTICLE - 14 03 04 Bonne gouvernance dans le domaine fiscal	Paielements	180 000
AU CHAPITRE - 1404 Politique douanière		
ARTICLE - 14 04 02 Douane 2013	Paielements	11 000 000
AU CHAPITRE - 1405 Politique fiscale		
ARTICLE - 14 05 03 Fiscalis 2013	Paielements	7 000 000
AU CHAPITRE - 1604 Outils d'analyse et de communication		
POSTE - 16 04 02 01 Outils d'information et de communication écrite et en ligne	Paielements	2 000 000

AU CHAPITRE - 1605 Promouvoir la citoyenneté européenne		
POSTE - 16 05 01 01 L'Europe pour les citoyens	Paielements	1 400 000
AU CHAPITRE - 1703 Santé publique		
ARTICLE - 17 03 06 Action de l'Union dans le domaine de la santé	Paielements	2 000 000
POSTE - 17 03 07 02 Autorité européenne de sécurité des aliments - Contribution au titre 3	Paielements	1 100 000
AU CHAPITRE - 1802 Solidarité - Frontières extérieures, retour, politique des visas et libre circulation des personnes		
POSTE - 18 02 04 Système d'information Schengen (SIS II)	Paielements	1 660 000
ARTICLE - 18 02 05 Système d'information sur les visas (VIS)	Paielements	1 860 000
AU CHAPITRE - 1805 Sécurité et protection des libertés		
POSTE - 18 05 02 02 Office européen de police - Contribution au titre 3	Paielements	3 000 000
ARTICLE - 18 05 09 Prévenir et combattre la criminalité	Paielements	12 000 000
AU CHAPITRE - 1808 Stratégie politique et coordination		
ARTICLE - 18 08 01 Prince - Espace de liberté, de sécurité et de justice	Paielements	1 200 000
AU CHAPITRE - 1905 Relations et coopération avec les pays tiers industrialisés		
ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers industrialisés	Paielements	1 900 000
AU CHAPITRE - 1906 Réaction aux crises et menaces pour la sécurité mondiale		
POSTE - 19 06 02 01 Actions dans le domaine de l'atténuation des risques et de la préparation quant aux matières ou agents chimiques, nucléaires ou biologiques (instrument de stabilité)	Paielements	12 400 000
ARTICLE - 19 06 03 Actions transrégionales dans les domaines de la criminalité organisée, de la lutte contre les trafics, de la protection des infrastructures critiques, des menaces pour la santé publique et de la lutte contre le terrorisme (instrument de stabilité)	Paielements	1 688 543
AU CHAPITRE - 1908 Politique européenne de voisinage et relations avec la Russie		
POSTE - 19 08 01 02 Instrument européen de voisinage et de partenariat — Aide financière à la Palestine, au processus de paix et à l'UNRWA	Paielements	30 000 000
AU CHAPITRE - 2002 Politique commerciale		
ARTICLE - 20 02 01 Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers	Paielements	1 400 000
ARTICLE - 20 02 03 Aide au commerce - Initiatives multilatérales	Paielements	1 000 000
AU CHAPITRE - 2102 Sécurité alimentaire		
ARTICLE - 21 02 03 Facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement	Paielements	5 000 000
AU CHAPITRE - 2103 Acteurs non étatiques du développement		
ARTICLE - 21 03 01 Acteurs non étatiques du développement	Paielements	30 000 000
ARTICLE - 21 03 02 Autorités locales du développement	Paielements	4 000 000
AU CHAPITRE - 2105 Développement humain et social		
POSTE - 21 05 01 01 Santé	Paielements	14 600 000
POSTE - 21 05 01 03 Autres aspects du développement humain et social	Paielements	7 000 000
POSTE - 21 05 01 04 Égalité entre les hommes et les femmes	Paielements	3 600 000

POSTE - 21 05 01 08 Projet pilote - Renforcement des soins de santé pour les victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo (RDC)	Paiements	210 000
ARTICLE - 21 05 02 Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose	Paiements	5 000 000
AU CHAPITRE - 2107 Actions de coopération au développement et programmes ad hoc		
ARTICLE - 21 07 03 Accord avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organes des Nations unies	Paiements	29 294
ARTICLE - 21 07 04 Accords sur les produits de base	Paiements	1 357 252
AU CHAPITRE - 2108 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»		
ARTICLE - 21 08 02 Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement	Paiements	2 018 000
AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes		
ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire	Paiements	64 312 452
ARTICLE - 23 02 02 Aide alimentaire	Paiements	34 000 000
AU CHAPITRE - 2303 Instrument financier pour la protection civile		
ARTICLE - 23 03 01 Protection civile au sein de l'Union	Paiements	1 276 000
AU CHAPITRE - 2402 Lutte contre la fraude		
ARTICLE - 24 02 03 Système d'information antifraude (AFIS)	Paiements	1 766 000
AU CHAPITRE - 2502 Relations avec la société civile, transparence et information		
POSTE - 25 02 04 01 Bases documentaires	Paiements	322 500
POSTE - 25 02 04 02 Publications numériques	Paiements	127 500
AU CHAPITRE - 2602 Production multimédia		
ARTICLE - 26 02 01 Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services	Paiements	3 370 000
AU CHAPITRE - 2603 Services offerts aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens		
POSTE - 26 03 01 01 Solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes (ISA)	Paiements	8 000 000
AU CHAPITRE - 3206 Recherche liée à l'énergie		
ARTICLE - 32 06 01 Recherche liée à l'énergie	Paiements	5 466 000
AU CHAPITRE - 3303 Justice pénale et justice civile		
ARTICLE - 33 03 04 Justice pénale	Paiements	5 000 000
AU CHAPITRE - 3304 Prévenir la consommation de drogue et informer le public		
ARTICLE - 33 04 01 Prévenir la consommation de drogue et informer le public	Paiements	1 000 000

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(A/ELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
01 04 05 - Achèvement du programme pour les entreprises: amélioration de l'environnement financier des petites et moyennes entreprises (PME)							
0	0	0	0	6 000 000	0.00%	6 000 000	*
02 03 04 - Normalisation et rapprochement des législations							
15 559 356	0	14 672 097	887 259	3 000 000	19.28%	3 887 259	*
02 04 01 03 - Recherche liée aux transports (Galileo)							
54 435 064	-11 600 000	42 486 230	1 764 146	22 000 000	40.42%	23 764 146	*
02 05 01 - Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)							
362 900 430	-2 186 801	208 872 056	169 989 649	17 150 000	4.73%	187 139 649	*
04 03 02 - Actions de formation et d'information en faveur des organisations de travailleurs							
14 062 392	0	9 627 951	4 434 441	1 850 000	13.16%	6 284 441	*
04 03 04 - EURES (services européens de l'emploi)							
14 969 643	0	13 992 763	1 366 091	3 200 000	21.38%	4 566 091	*
04 03 07 - Situation sociale, démographie et famille: analyse, études et sensibilisation							
1 451 602	1 750 000	2 654 498	547 104	670 000	46.16%	1 217 104	*
04 03 13 - Action préparatoire - Ton premier job EURES							
2 125 000	0	1 197 689	927 311	673 000	31.67%	1 600 311	*
04 04 01 02 - Protection et insertion sociales							
24 042 153	-1 000 000	15 098 371	8 568 878	4 200 000	17.47%	12 768 878	*
05 04 05 03 - Projet pilote - Programme d'échange pour les jeunes agriculteurs							
750 000	0	0	750 000	-750 000	-100.00%	0	*
05 05 02 - Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD)							
54 586 457	0	1 966 734	52 619 723	-47 000 000	-86.10%	5 619 723	*
05 06 01 - Accords internationaux en matière agricole							
5 780 674	0	3 631 626	2 149 048	-2 149 049	-37.18%	-1	*
05 08 01 - Réseau d'information comptable agricole (RICA)							
12 574 403	0	8 032 622	4 541 781	907 935	7.22%	5 449 716	CP insuffisants pour couvrir les CE
05 08 02 - Enquêtes sur la structure des exploitations agricoles							
20 031 352	0	6 518 885	13 512 467	937 586	4.68%	14 450 053	CP insuffisants pour couvrir les CE
06 02 06 - Programme Marco Polo II							
24 187 314	0	286 482	24 529 702	-14 065 000	-58.15%	10 464 702	*

Ligne / Intitulé							Total (4±5)	Variation (5/1A)	Justification standard
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(A/ELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)					
06 03 03 - Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport									
714 278 771	0	89 994 332	624 284 439	-7 800 000			-1.09%	616 484 439	
06 06 02 01 - Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique)									
13 608 766	0	4 270 362	9 692 232	-3 200 000			-23.51%	6 492 232	*
06 06 02 03 - Entreprise commune SESAR									
40 826 298	0	22 500 000	19 387 782	-7 000 000			-17.15%	12 387 782	*
07 03 03 - Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie I (protection de la nature)									
9 482 128	0	4 782 478	4 699 650	-1 800 000			-18.98%	2 899 650	*
07 03 04 - Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire de l'Union - Partie II (protection de l'environnement)									
1 896 426	0	1 301 454	594 972	-330 000			-17.40%	264 972	*
07 03 07 - LIFE + (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013)									
208 606 805	750 000	70 505 242	138 851 563	-2 700 000			-1.29%	136 151 563	*
07 03 17 - Action préparatoire - Climat du bassin des Carpates									
1 400 000	0	188 543	1 211 457	-430 000			-30.71%	781 457	*
07 03 30 - Projet pilote - Précipitations atmosphériques - Protection et utilisation rationnelle de l'eau douce									
750 000	0	0	750 000	-750 000			-100.00%	0	*
07 03 33 - Projet pilote - Récupération des déchets marins									
500 000	0	0	500 000	-500 000			-100.00%	0	*
07 03 34 - Projet pilote - Disponibilité, utilisation et durabilité des ressources en eau pour la production d'énergie nucléaire et fossile									
250 000	0	0	250 000	-250 000			-100.00%	0	*
07 03 35 - Projet pilote - Nouvelles connaissances pour une gestion intégrée de l'activité humaine en mer									
1 000 000	0	0	1 000 000	-1 000 000			-100.00%	0	*
07 03 72 - Projet pilote - «Efficacité des ressources dans la pratique» — Bouclage des cycles minéraux									
500 000	0	0	500 000	-500 000			-100.00%	0	*
07 13 03 - Action préparatoire - Intégration de l'action pour le climat et adaptation									
3 750 000	0	927 695	2 822 305	-1 500 000			-40.00%	1 322 305	*
08 03 01 - Coopération - Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologies									
181 450 215	151 196 128	234 850 113	102 513 936	7 243 000			3.99%	109 756 936	*
08 05 02 - Coopération - Énergie - Entreprise commune Piles à combustible et hydrogène									
30 756 719	0	12 354 709	19 201 685	-10 000 000			-32.51%	9 201 685	*

Ligne / Intitulé							Total (4±5)	Variation (5/1A)	Justification standard
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)					
08 08 01 - Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines									
54 274 481	7 000 000	60 302 635	2 382 983	2 623 000	4.83%	5 005 983		*	
08 09 01 - Coopération - Instrument de financement avec partage des risques (RSFF)									
181 450 215	0	186 167 921	0	16 985 000	9.36%	16 985 000		*	
08 13 01 - Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)									
182 498 997	0	103 791 279	83 452 692	18 000 000	9.86%	101 452 692		*	
08 14 01 - Capacités - Régions de la connaissance									
18 299 254	0	980 297	17 794 738	-3 034 000	-16.58%	14 760 738		*	
08 16 01 - Capacités - La science dans la société									
27 650 291	5 000 000	31 363 252	2 005 947	3 000 000	10.85%	5 005 947		*	
08 17 01 - Capacités - Activités de coopération internationale									
31 917 093	0	12 117 790	20 629 147	-2 000 000	-6.27%	18 629 147		*	
08 19 01 - Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche									
9 434 504	0	4 845 986	4 833 815	-1 245 000	-13.20%	3 588 815		*	
08 20 02 - Euratom - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E)									
254 937 552	57 301 978	121 000 000	191 239 530	-90 000 000	-35.30%	101 239 530		*	
09 02 02 01 - Programme «Internet plus sûr»									
13 294 857	-267 081	9 432 932	3 940 510	3 500 000	26.33%	7 440 510		*	
10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets									
25 856 656	0	20 348 294	5 508 362	2 000 000	7.73%	7 508 362		*	
11 02 03 01 - Programme «pêche» en faveur des régions ultrapériphériques – Nouvelles actions									
14 223 191	2 115 746	16 338 937	0	10 251 673	72.08%	10 251 673		*	
11 03 02 - Contributions à des organisations internationales									
4 172 136	0	3 399 254	772 882	-772 882	-18.52%	0		*	
11 06 04 - Achèvement de l'instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) – Hors objectif n° 1 (2000 à 2006)									
7 111 596	0	0	7 111 596	-7 005 456	-98.51%	106 140		*	
11 07 01 - Appui à la gestion des ressources halieutiques (collecte des données de base)									
38 307 795	0	15 759 554	22 548 241	1 400 000	3.65%	23 948 241	CP insuffisants pour couvrir les CE	*	
11 07 02 - Appui à la gestion des ressources halieutiques (amélioration de l'avis scientifique)									
3 318 745	0	3 236 912	81 833	670 000	20.19%	751 833		*	

Ligne / Intitulé							Total (4±5)	Variation (5/1A)	Justification standard
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)					
11 09 01 - Action préparatoire - Politique maritime									
2 600 000	210 000	1 177 847	1 632 153	-397 303			-15.28%	1 234 850	*
11 09 02 - Projet pilote - Mise en réseau et meilleures pratiques dans le domaine de la politique maritime									
2 200 000	-965 000	106 782	1 128 218	-128 218			-5.83%	1 000 000	*
11 09 05 - Programme destiné à soutenir le développement d'une politique maritime intégrée (PMI)									
2 370 532	755 000	78 565	3 046 967	-588 835			-24.84%	2 458 132	*
12 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur									
7 167 283	0	5 509 492	1 844 140	2 400 000			33.49%	4 244 140	*
12 02 03 - Projet pilote - Forum du marché unique									
600 000	0	426 224	173 776	187 500			31.25%	361 276	*
12 04 01 - Activités spécifiques dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes									
5 443 506	0	5 392 873	50 633	350 000			6.43%	400 633	*
14 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur									
2 404 215	0	1 809 950	594 265	300 000			12.48%	894 265	*
14 03 04 - Bonne gouvernance dans le domaine fiscal									
668 191	0	655 558	12 633	180 000			26.94%	192 633	*
14 04 02 - Douane 2013									
31 753 788	0	26 059 898	5 693 890	11 000 000			34.64%	16 693 890	*
14 05 03 - Fiscaux 2013									
17 237 770	0	13 617 855	3 619 915	7 000 000			40.61%	10 619 915	*
16 02 04 - Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels									
6 500 000	0	4 508 267	1 991 733	-450 000			-6.92%	1 541 733	*
16 04 02 01 - Outils d'information et de communication écrite et en ligne									
13 760 000	0	9 482 706	4 277 294	2 000 000			14.53%	6 277 294	*
16 05 01 01 - L'Europe pour les citoyens									
28 000 000	-1 315 370	19 867 305	6 817 325	1 400 000			5.00%	8 217 325	Exécution plus rapide que prévu
17 02 03 - Action préparatoire - Contrôle des mesures adoptées dans le domaine de la politique des consommateurs									
860 400	0	12 474	847 926	-200 000			-23.25%	647 926	*
17 02 04 - Projet pilote - Transparence et stabilité des marchés financiers									
325 000	0	0	325 000	-250 000			-76.92%	75 000	*

Ligne / Intitulé							Total (4±5)	Variation (5/1A)	Justification standard
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)					
17 03 06 - Action de l'Union dans le domaine de la santé									
37 000 000	2 466 000	30 675 399	9 752 601	2 000 000	5.41%	11 752 601		*	
17 03 07 02 - Autorité européenne de sécurité des aliments - Contribution au titre 3									
23 992 571	0	13 796 849	10 812 331	1 100 000	4.58%	11 912 331		*	
18 02 04 - Système d'information Schengen (SIS II)									
13 678 411	5 200 000	16 889 108	1 989 303	1 660 000	12.14%	3 649 303		*	
18 02 05 - Système d'information sur les visas (VIS)									
27 356 823	-5 200 000	19 891 952	2 264 871	1 860 000	6.80%	4 124 871		*	
18 05 02 02 - Office européen de police - Contribution au titre 3									
17 869 261	0	15 685 314	2 183 947	3 000 000	16.79%	5 183 947		*	
18 05 09 - Prévenir et combattre la criminalité									
34 903 533	-3 989 510	16 265 486	14 648 537	12 000 000	34.38%	26 648 537		*	
18 08 01 - Prince - Espace de liberté, de sécurité et de justice									
1 437 648	-63 200	1 364 733	9 715	1 200 000	83.47%	1 209 715		*	
19 02 01 - Coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile									
57 684 001	0	18 156 943	39 527 058	-8 700 000	-15.08%	30 827 058		*	
19 03 01 01 - Mission d'observation en Géorgie									
26 632 197	-3 700 000	11 341 779	11 590 418	-1 902 666	-7.14%	9 687 752		*	
19 03 01 02 - EULEX Kosovo									
133 160 983	-32 600 000	52 738 444	47 822 539	-8 100 000	-6.08%	39 722 539		*	
19 05 01 - Coopération avec les pays tiers industrialisés									
19 854 828	-250 000	12 006 420	7 598 408	1 900 000	9.57%	9 498 408		*	
19 06 02 01 - Actions dans le domaine de l'atténuation des risques et de la préparation quant aux matières ou agents chimiques, nucléaires ou biologiques (instrument de stabilité)									
28 636 770	0	19 503 988	9 132 782	12 400 000	43.30%	21 532 782		*	
19 06 03 - Actions transrégionales dans les domaines de la criminalité organisée, de la lutte contre les trafics, de la protection des infrastructures critiques, des menaces pour la santé publique et de la lutte contre le terrorisme (instrument de stabilité)									
12 600 179	0	4 920 810	7 679 369	1 688 543	13.40%	9 367 912		*	
19 08 01 02 - Instrument européen de voisinage et de partenariat - Aide financière à la Palestine, au processus de paix et à l'UNRWA									
180 000 000	30 000 000	175 802 688	34 197 312	30 000 000	16.67%	64 197 312		*	
19 09 03 - Activités de coopération ne relevant pas de l'aide publique au développement (Amérique latine)									
2 863 677	0	680 000	2 183 677	-1 083 000	-37.82%	1 100 677		*	

Ligne / Intitulé							Total (4±5)	Variation (5/1A)	Justification standard
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)					
19 10 01 01 - Coopération avec les pays en développement d'Asie									
403 106 931	0	139 477 439	263 629 492	-40 000 000			223 629 492	-9.92%	*
19 10 01 02 - Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan									
152 729 442	0	29 508 692	123 220 750	-65 000 000			58 220 750	-42.56%	*
19 10 01 03 - Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec l'Inde									
2 300 000	0	0	2 300 000	-633 000			1 667 000	-27.52%	*
19 10 01 04 - Action préparatoire - Échanges économiques et scientifiques avec la Chine									
3 300 000	-391 249	1 403 468	1 505 283	-720 000			785 283	-21.82%	*
19 10 04 - Activités de coopération ne relevant pas de l'aide publique au développement (Asie, Asie centrale, Iraq, Iran et Yémen)									
4 543 701	0	0	4 543 701	-4 543 701			0	-100.00%	*
19 11 05 - Action préparatoire - Évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement du développement de l'Arctique européen									
500 000	0	0	500 000	-500 000			0	-100.00%	*
20 02 01 - Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers									
7 159 193	-1 700 000	4 081 662	1 377 531	1 400 000			2 777 531	19.56%	*
20 02 03 - Aide au commerce - Initiatives multilatérales									
1 336 383	1 700 000	1 630 383	1 406 000	1 000 000			2 406 000	74.83%	*
21 02 03 - Facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement									
29 114 050	0	20 492 382	8 621 668	5 000 000			13 621 668	17.17%	*
21 03 01 - Acteurs non étatiques du développement									
175 638 859	-10 000 000	146 135 608	19 503 251	30 000 000			49 503 251	17.08%	*
21 03 02 - Autorités locales du développement									
11 454 708	10 000 000	20 214 242	1 240 466	4 000 000			5 240 466	34.92%	*
21 05 01 01 - Santé									
15 463 856	8 552 577	21 226 585	2 789 848	14 600 000			17 389 848	94.41%	*
21 05 01 03 - Autres aspects du développement humain et social									
17 683 206	0	17 073 437	609 769	7 000 000			7 609 769	39.59%	*
21 05 01 04 - Égalité entre les hommes et les femmes									
12 958 139	-4 000 000	3 507 451	5 450 688	3 600 000			9 050 688	27.78%	*
21 05 01 08 - Projet pilote - Renforcement des soins de santé pour les victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo (RDC)									
80 000	0	0	80 000	210 000			290 000	262.50%	*

Ligne / Intitulé							Total (4±5)	Variation (5/1A)	Justification standard
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(A/ELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)					
21 05 02 - Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose									
47 727 951	-2 727 951	0	45 000 000	5 000 000			10.48%	50 000 000	*
21 06 05 - Aide aux producteurs de bananes des États ACP									
22 909 416	0	9 874 118	13 035 298	-5 000 000			-21.83%	8 035 298	*
21 06 06 - Activités de coopération ne relevant pas de l'aide publique au développement (Afrique du Sud)									
954 559	0	0	954 559	-954 559			-100.00%	0	*
21 06 07 - Mesures d'accompagnement «bananes»									
33 409 566	0	0	33 409 566	-33 409 566			-100.00%	0	*
21 07 03 - Accord avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organes des Nations unies									
295 913	0	0	295 913	29 294			9.90%	325 207	*
21 07 04 - Accords sur les produits de base									
2 577 309	0	824 984	1 752 325	1 357 252			52.66%	3 109 577	*
21 08 02 - Coordination et sensibilisation dans le domaine du développement									
8 100 518	0	5 667 949	2 432 569	2 018 000			24.91%	4 450 569	*
23 02 01 - Aide humanitaire									
518 574 685	25 000 000	502 791 554	40 783 131	64 312 452			12.40%	105 095 583	*
23 02 02 - Aide alimentaire									
230 602 367	15 000 000	245 405 467	196 900	34 000 000			14.74%	34 196 900	*
23 03 01 - Protection civile au sein de l'Union									
14 000 000	0	11 683 326	2 680 674	1 276 000			9.11%	3 956 674	*
24 02 03 - Système d'information antifraude (AFIS)									
4 536 255	0	4 159 967	376 288	1 766 000			38.93%	2 142 288	*
25 02 04 01 - Bases documentaires									
760 000	0	587 233	172 767	322 500			42.43%	495 267	Exécution plus rapide que prévu
25 02 04 02 - Publications numériques									
978 000	146 000	1 020 500	103 500	127 500			13.04%	231 000	Exécution plus rapide que prévu
26 02 01 - Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services									
12 157 164	0	9 367 621	2 789 543	3 370 000			27.72%	6 159 543	*
26 03 01 01 - Solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes (ISA)									
11 794 264	0	12 100 345	570	8 000 000			67.83%	8 000 570	*

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	Justification standard
32 04 14 03 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Réseau européen d'éoliennes en mer							
73 487 337	-36 800 000	15 648 928	21 038 409	-11 400 000	-15.51%	9 638 409	*
32 05 03 - Sécurité nucléaire - Mesures transitoires (démantèlement)							
208 667 747	0	41 492 531	167 175 216	-30 000 000	-14.38%	137 175 216	*
32 06 01 - Recherche liée à l'énergie							
104 333 874	0	63 269 913	43 776 642	5 466 000	5.24%	49 242 642	*
33 03 04 - Justice pénale							
18 017 770	-309 719	10 712 306	6 995 745	5 000 000	27.75%	11 995 745	*
33 04 01 - Prévenir la consommation de drogue et informer le public							
2 830 016	0	1 189 706	1 713 890	1 000 000	35.34%	2 713 890	*
				Total PRÉLÈVEMENT CP	- 419 742 235		
				Total RENFORCEMENT CP	419 742 235		

(*) Voir en annexe pour une justification détaillée.

Justifications

Increase 01 04 05

Completion of programme for enterprises: improvement of the financial environment for small and middle-sized enterprises (SMEs)

In the light of the latest forecast from the European Investment Fund (EIF), the liquidity available on the trust accounts is insufficient to cover investments and guarantee obligations under the programme in 2012. As a result, the payment appropriations available under the Multiannual Programme for Enterprise (MAP) budget line 01 04 05 in 2012 will need a reinforcement of EUR 6 million.

Increase 02 03 04

Standardisation and approximation of legislation

The implementation rate of the budget line 02 03 04 is presently very high (more than 90 %). An amount of EUR 3 million in payment appropriations is necessary to cover action grants for the standardisation activities that cannot be further delayed. It should be noted that significant cuts in payment appropriations were made on this line during the 2012 budget procedure (EUR 5.94 million).

Increase 02 04 01 03

Research related to transport (Galileo)

The reinforcement of EUR 22 million will enable the Commission to fulfil its contractual obligations under the Delegation Agreement signed with the European Space Agency. It will help to compensate for the cuts made when the 2012 budget was adopted, and will allow the financing of procurements launched in 2011 (8 additional satellites + Ariane 5 adaptation + fees). The additional appropriations will be used also to complete the second annual payment to the European Space Agency (ESA). The figures were confirmed and accepted by both parties (under the Delegation Agreement, ESA receives two payments per year to cover its cash requirements for the next six months). The additional appropriations, therefore, will be used to cover outstanding commitments, i.e. for contracts already signed by ESA with the space industry.

Increase 02 05 01

European satellite navigation programmes (EGNOS and Galileo)

It should be noted that during the 2012 budget procedure the payment allocations of this budget line were reduced by EUR 37.1 million as compared to Draft Budget 2012 proposed by the Commission. As a consequence, the available budget under the Galileo programme does not allow the most urgent needs in payment appropriations to be covered until the year-end.

The request for reinforcement amounts to EUR 17.2 million that will enable the Commission to fulfil its contractual obligations (payment of outstanding commitments) under the Delegation Agreement signed with the European Space Agency (ESA). The payment allocations will be used to meet the second yearly payment contracted with ESA and to finance the additional procurements already launched in 2011 (8 additional satellites + Ariane 5 adaptation + fees).

Increase 04 03 03 02

Information and training measures for workers' organisations

In March 2010 the Commission concluded four-year framework partnership agreements with two specific trade union institutes (The European Trade Union Institute (ETUI) and the European Centre for Workers' Questions (EZA)), with a view to establishing long term cooperation by supporting their annual work programmes. On the basis of specific operating grant agreements signed in 2012, second pre-financings should be paid in November for the total amount of EUR 5.4 million. Given the availability on the budget line at the beginning of September, a reinforcement of EUR 1.9 million is needed in order to meet these obligations.

Increase 04 03 04

EURES (European Employment Services)

The need for reinforcement on this budget line results mainly from payment obligations related to final payments on grants awarded in 2010 and 2011 (EUR 2.5 million), pre-financing on the current year grants (EUR 1 million), as well as obligations on contracts for IT services (EUR 217 000) and translation costs until the year-end (EUR 420 000). The availability of payment appropriations at the beginning of September is such that a reinforcement of EUR 3.2 million is requested.

Increase 04 03 07

Analysis, studies and awareness raising on the social situation, demographics and the family

The requested increase on this budget line will allow for meeting the payment obligations for a final payment in relation to the European Year of Active Ageing (EUR 780 000), an interim payment currently in the pipeline (EUR 190 000), as well as payments for the Forums on Ageing organised in Vienna in September (EUR 200 000). The availability of payment appropriations at the beginning of September determines the requested reinforcement of EUR 670 000.

Increase 04 03 13

Preparatory action - Your first EURES Job

The reinforcement of this budget line is needed in order to meet the payment obligations for the second pre-financing of 40 %, due by November, on the grant agreement signed at the beginning of the year.

Increase 04 04 01 02

Social protection and inclusion

A reinforcement of the budget line is needed in order to meet all obligations in the field of the Social protection and inclusion due by the end of 2012. In particular, these include second pre-financings on 14 grant agreements signed in 2011 to be paid by October (EUR 2 million), pre-financings on 13 individual contracts under the current year's call for proposals (EUR 4 million), as well as payments on various actions and contracts (Council of Europe, conference on Child Poverty, translation costs, etc. for a total amount of EUR 6.5 million). The availability of EUR 8.3 million at the beginning of September determines the request for additional EUR 4.2 million.

Decrease 05 04 05 03

Pilot Project - Exchange programme for young farmers

The pilot project on the exchange programme for young farmers is funded through this budget item. The 2012 budget foresaw payment appropriations amounting to EUR 750 000. The global commitment for this project was made in 2011 and the contract for carrying it out is currently being prepared. No pre-financing is currently foreseen in this contract. Thus, payment appropriations are not needed in 2012 and EUR 750 000 can be made available for redeployment.

Decrease 05 05 02

Instrument for Pre-accession Assistance for Rural Development (IPARD)

The forecast from candidate countries shows that payments to beneficiaries in the third quarter will be at a very low level whilst for the fourth quarter, which will be declared only in 2013, payments should increase significantly. As a result of this, a significant part of the appropriations will remain unused at the year end. The calculated surplus amounts to EUR 47 million.

Decrease 05 06 01

International agricultural agreements

This budget item covers the EU's contribution to the International Grains Council (IGC), the International Sugar Organisation (ISO) and to the International Olive Oil Council (IOOC). The reasons behind this exceptional reduction in the EU's overall contribution in 2012 mainly arise from IOOC. The contribution to IOOC was substantially reduced because a part of its 2012 budget was covered by budget surpluses carried over from previous years to 2012. In addition, the International Sugar Organisation and International Grains Convention contributions are paid in GBP. Changes in the level of the exchange rate of sterling against the EUR and in the number of votes eventually attributed to the EU in these organisations resulted in a reduction in the Union's contribution in EUR to these organisations. Therefore payment appropriations of EUR 2.1 million are made available for transfer.

Increase 05 08 01

Farm Accountancy Data Network (FADN),

The current level of payment appropriations, does not allow the Commission to meet its contractual obligations. The additional amount of payment appropriations is needed in order to finance the standard fee paid for each Farm Accountancy Data Network farm return deemed acceptable by the Commission, mainly for the accounting years 2010 and 2011, and to cover the cost of the necessary development and maintenance of information technology used in processing these returns. An additional amount of EUR 907 935 in payment appropriations is needed.

Increase 05 08 02

Surveys on the structure of agricultural holdings

The current level of payment appropriations, does not allow the Commission to meet its contractual obligations. The additional amount of payment appropriations is needed in order to cover outstanding payments of EUR 1 085 377 for farm structure surveys carried out before the 2008-2013 financial programming period, as well as payments on the contract intended for the development and the maintenance of the IT system necessary to process these surveys, amounting to EUR 8 648. Internal redeployment has met part of the needs, but an outstanding amount of EUR 937 586 is required.

Decrease 06 02 06

Marco Polo II programme

Based on the actual needs in payment appropriations until year end, and the fact that a part of these can be covered by assigned revenue, an amount of EUR 14 million can be made available.

Decrease 06 03 03

Financial support for projects of common interest in the trans-European transport network

The 2020 European Fund for Energy, Climate Change and Infrastructure ("Marguerite") is supported by the EU in function of new and on-going investments. The amount disbursed in 2012 for on-going investments will amount to a maximum of EUR 10.2 million. As for new investments, it is still uncertain if funding will be necessary before end 2012 or in early 2013. Therefore, it is proposed to make an amount of EUR 7.8 million available for redeployment.

Decrease 06 06 02 01

Research related to transport (including aeronautics)

For the current transport research programme (FP7), payment needs concern only the closure of former actions committed before 2011. These payment needs are lower by EUR 3.2 million than the available budget due to the delays in the implementation of the projects.

Decrease 06 06 02 03

SESAR Joint Undertaking

Without any delay in the implementation of SESAR JU activities foreseen in 2012, the EU contribution to SESAR JU is reduced by EUR 7 million, due to an additional contribution coming from Eurocontrol.

Decrease 07 03 03

Completion of LIFE III (Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on Union territory - Part I (nature protection)

This budget line covers payments in respect of commitments remaining to be settled from previous years and resulting from grants resulting from Completion of LIFE (European Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on Union territory Part I (nature protection).

The forecast for payment needs was based on the outstanding commitments or RAL (reste à liquider). Final payments were actually either lower or led to recovery orders. Moreover several projects were either delayed or additional information needed to make a final payment had to be requested. A detailed analysis of the RAL demonstrated that an amount of EUR 1.8 million can therefore be released.

Decrease 07 03 04

Completion of LIFE III (Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on Union territory - Part II (environmental protection)

This budget line covers payments in respect of commitments remaining to be settled from previous years and resulting from grants resulting from Completion of LIFE (European Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on Union territory - Part II (environmental protection).

Similarly to the situation of line 07 03 03 above, the forecast for payment needs was based on the remaining RAL on commitments. Final payments were actually either lower or led to recovery orders. Moreover several projects were either delayed or additional information needed to make a final payment had to be requested. A detailed analysis of the RAL demonstrated that an amount of EUR 330 000 can therefore be released.

Decrease 07 03 07

LIFE+ (Financial Instrument for the Environment - 2007 to 2013)

This appropriation is intended to cover financial support for measures and projects contributing to the implementation, updating and development of Union environmental policy and legislation, including the integration of the environment into other policies, thereby contributing to sustainable development.

At least 78 % of appropriations shall be used for action grants to projects, and budgeting payment needs for these action grants proves to be difficult as it depends on implementation by beneficiaries. The number of requests for interim (and final) payments received up to date is slightly below the initial estimates. Moreover while reports were delayed, the thresholds for obtaining interim payment (since eligible costs must reach at least 150 % of the amount of pre-financing payment) were not always met.

The requirements up to the end of the year 2012 have been calculated based on a detailed analysis of the RAL and on the total amount needed to cover the invoices and payment requests received to date. In light of this analysis, an amount of EUR 2.7 million can be released on this budget line.

Decrease 07 03 17

Preparatory action - Climate of the Carpathian basin

Under this preparatory action, the Commission has concluded eight service contracts. For some projects, implementation has been delayed and interim payments could be postponed till 2013. In conclusion, an amount of EUR 430 000 can be released.

Decrease 07 03 30

Pilot project - Atmospheric Precipitation - Protection and efficient use of Fresh Water

The financing decision for this pilot project is not yet in place and contracts will be concluded in 2013. In conclusion, no payments will be made in 2012 and the corresponding appropriations can be released.

Decrease 07 03 33

Pilot project - Marine litter recovery

An open call for tender aiming to conclude a service contract (budget between EUR 850 000 and EUR 1 000 000) was published in July. The payment schedule as described in the tender specifications does not foresee a pre-financing payment. An interim payment will be made approximately six months after concluding the contract. Therefore, the available payment appropriations will not be used in 2012 and can be released.

Decrease 07 03 34

Pilot project - Availability, use and sustainability of water for the production of nuclear and fossil energy

The financing decision for this pilot project is not yet in place and contracts will be concluded only in 2013. In conclusion, no payments will be made in 2012 and the corresponding payment appropriations can therefore be released.

Decrease 07 03 35

Pilot project - New knowledge for an integrated Management of Human Activity in the Sea

A call for proposals is under preparation and will be published soon. However, it will not be possible to conclude grant agreements still in 2012. They should be signed early 2013 and pre-financing payments should follow in 2013. Therefore, the available payment appropriations for 2012 (EUR 1 million) can be released.

Decrease 07 03 72

Pilot project - Resource efficiency in practice - Closing mineral cycles

An open call for tender aiming to conclude a service contract is under preparation. The resulting contract will be concluded late 2012 or early 2013. A first payment will only be made in 2013.

Therefore, the available payment appropriations for 2012 can be released.

Decrease 07 13 03

Preparatory action - Mainstreaming climate action and adaptation

This appropriation is intended to cover work needed to underpin the Union's developing policy on the mainstreaming of climate action and adaptation to climate change into ED programmes, as basis for impact assessment and the preparation of future policy decisions.

Payments on RAL are being processed according to the contractual terms and obligations. The duration of contracts that were concluded late in the year 2011 varies between 5 and 30 months, with an average of 24 months. This is slightly longer than foreseen in the start-up phase of the preparatory action. It has a knock-on effect on the need of payment appropriations for 2012 (interim and final payments will be requested later than originally programmed). Therefore, an amount of EUR 1.5 million can be released.

Increase 08 03 01

Cooperation - Food, agriculture and fisheries, and biotechnology

The requested reinforcement concerns payments related to the call "Knowledge Based Bio-Economy KBBE-2012-6", which was launched in July 2011. The state of advancement of the evaluations and negotiations for this call means that financing is due to avoid any delay in the implementation of these research projects. In this context, the budget line 08 03 01 needs a reinforcement of EUR 7.2 million.

Decrease 08 05 02

Cooperation - Energy - Fuel Cells and Hydrogen Joint Undertaking

The FCH JU has updated its cash flow forecast. On this basis it is willing to release an amount of EUR 10 million in 2012 payment appropriations. This is justified mainly by the following elements and considerations:

- Lower needs than initially estimated for interim payments under running projects based on submitted periodic reports;
- Lower needs for pre-financing payments of call 2011 projects as a consequence of negotiations;
- Recoveries related to implementation of audit adjustments and to anticipated termination of a project;
- 'Reactivation' of cancelled payment appropriations of 2011 for an amount of EUR 6.3 million;
- Efforts to maintain a rigorous cash management taking into account the advice of the Court of Auditors;

In this context budget line 08 05 02 can support a decrease in payment appropriations of EUR 10 million.

Increase 08 08 01

Cooperation - Socioeconomic sciences and the humanities

The requested reinforcement consists of an adjustment of payment forecasts representing 5 % of the booked credits.

This adjustment concerns interim and final payments of on-going grant agreements that are part of the FP7 Social Science and Humanities programme (SSH) and are related to calls for proposals FP7-SSH-2007-1, FP7-SSH-2009-A, FP7-SSH-2009-C and FP7-ERANET-2008-RTD. The implementation of the projects required interim or final payment was higher than expected and planned. Thanks to this reinforcement, four interim and final payments will be made on time, avoiding or minimising the payment of late interest. Additional credits are requested in order to pay the most urgent initial pre-financings of the call SSH-2012-2.

In this context, budget line 08 08 01 needs a reinforcement of EUR 2.6 million in order to pay urgent pre-financings, interim and final payments.

Increase 08 09 01

Cooperation - Risk-sharing finance facility (RSFF)

The requested reinforcement consists of an adjustment of payment appropriations representing 9.3 % of the voted appropriations.

This adjustment of some EUR 17 million is necessary since the payments to EIB under RSFF have to be equal annually to the commitments, and therefore must sum up to EUR 203 152 594 in 2012.

Increase 08 13 01

Capacities - Research for the benefit of small and medium-sized enterprises (SMEs)

The increase in payment appropriations for this budget line is required in order to cope with the additional needs of the 'SMEs' programme due to:

- Improvements in the time to grant i.e. reducing the time needed for the signature of the grant agreements and thus allowing for the EU financing following signature of the grant to reach the final beneficiaries more quickly, is particularly relevant for the current year's call where a higher proportion of grants is scheduled for signature before the end of the year (compared to initial plans); In consequence, an additional amount of EUR 12 million is needed. It should be noted that this call was launched in 2011, and the successful applicants are now awaiting the funding.
- Improvement in the timely submission of project deliverables by grant beneficiaries in order to receive interim and/or final payment more rapidly. Grant beneficiaries need less time to prepare their requests for interim and final payments and react – where appropriate - more promptly to requests for additional information. In consequence, an additional amount of EUR 6 million is needed to pay these interim and final payments.

In this context, budget line 08 13 01 needs an increase in payment appropriations of EUR 18 million.

Decrease 08 14 01

Capacities - Regions of knowledge

The requested decrease consists of an adjustment of payment forecasts representing 16.5 % of the initial credits voted by the Budgetary Authority. This is mainly due to the fact that many projects have submitted costs that were lower than expected. A high proportion of cost claims will not lead to payments, only pre-financing will be cleared. In this context, budget line 08 14 01 can support a decrease in payment appropriations of EUR 3 million.

Increase 08 16 01

Capacities - Science in society

This adjustment concerns interim and final payments of on-going grant agreements that are part of the FP7 Science in Society programme and are related to calls FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2007-1, FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2008- 1, FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2009-1, FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2010-NCP and FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2010-UNIV.

The implementation of the projects required interim or final payment was higher than expected and planned. Thanks to this reinforcement, four interim and final payments for an approximate amount of EUR 1 million will be made on time, avoiding or minimizing the payment of late interest. Additional credits for an amount of EUR 2 million are requested in order to pay the most urgent initial pre-financings of the call SIS-2012-1.

In this context budget line 08 16 01 needs a reinforcement of EUR 3 million.

Decrease 08 17 01

Capacities - International cooperation activities

The requested decrease consists of an adjustment of payment forecasts representing 6 % of the initial credits voted by the Budgetary Authority.

Following the lower than expected amount that could be committed on calls FP7-INCO-2012-2 (Bilateral cooperation), where three countries proposals (out of the 15 countries covered by the call) did not pass the evaluation thresholds, the International Cooperation work programme was revised in 2012 to allow for other activities to be financed. This created however a delay in the implementation, so that not all payment credits initially foreseen can be executed this year.

In this context, the budget line 08 17 01 can support a decrease in payment appropriations of EUR 2 million.

Decrease 08 19 01

Capacities - Support for coherent development of research policies

The requested decrease consists of an adjustment of payment forecasts representing 13 % of the initial credits voted by the Budgetary Authority.

This is mainly due to the fact that pre-financing payments related to public procurements are lower than expected. The timing of evaluation/negotiation of these tenders has been delayed as the amended 2012 work programme will not be adopted before September 2012. Consequently, five contracts will not be signed by the end of 2012.

This allows for a decrease in payment appropriations of EUR 1.2 million

Decrease 08 20 02

Euratom - European Joint Undertaking for ITER - Fusion for Energy (F4E)

The original 2012 budgetary provisions for F4E foresaw a budget of EUR 1.3 billion in commitment appropriations, out of which an amount of EUR 650 million was earmarked for major contracts only. Advance payments for these contracts would require EUR 130 million.

It is now clear that the procedures for the signature of six major contracts, mainly related to Buildings and Vacuum Vessel domain for a total amount about EUR 450 million are delayed by a few months. The lack of competition and the high prices of the offers received for some of those tendering have obliged F4E to extend the negotiation period. In other cases, the late finalisation of important technical specifications by the ITER Organisation has delayed the launch of the corresponding tenders.

This delay will not affect in any way the implementation of that part of the ITER project for which the EU is responsible, nor will it negatively influence the 2012 budget for commitments. It will however affect the timing of advance payments and interim payments. Advance payments are further delayed mostly due to administrative requirements, such as remittance of mandatory bank guarantees by the contractors.

The budget transfer that is now requested in this exercise will have no impact on the 2013 payment appropriations, considering that the payment schedules foreseen for these contracts will in turn also be delayed because of late signature. Therefore the advance payments will only cover that part of the 2013 payment appropriations foreseen for the first interim payments in the 2013 budget.

In this context, budget line 08 20 02 can support a decrease in payment appropriations of EUR 90 million.

Increase 09 02 02 01

Safer Internet programme

22 projects have been selected in the 2012 Safer Internet Call, and negotiations have been successfully concluded in 16 cases. The requested additional payment appropriations are therefore necessary to fulfil the Commission's legal obligations towards the beneficiaries of these 11 projects.

Increase 10 05 01

Decommissioning of nuclear installations and waste management

Due to delays related to governmental and local authorities' authorisation processes for the delivery of the necessary licences in the nuclear field, payment appropriations have had to be returned in previous years.

In 2012, a number of files could be advanced, therefore the situation has changed and an increase in the current allocation of payment appropriations is now requested (+ EUR 2 million). These appropriations will allow the JRC to honour outstanding commitments, which originated in previous years (in particular in the period 2009-2011), in which the level of payment appropriations was much lower than the level of commitment appropriations. Moreover, this will align the 2012 payment appropriations budget with the initial request that was reduced during the budgetary procedure.

Recently a strategy has been set up by the Decommissioning and Waste Management Programme to use complementing Framework contracts that will further improve the monitoring of payment implementation of the projects and consequently the planning of payment appropriations needed.

Increase 11 02 03 01

Fisheries programme for the outermost regions - New measures

The request for reinforcement (EUR 10.3 million) arises from the need to cover payments declarations from the Member States concerned. To date outstanding payments are due to Portugal (EUR 9.3 million) and to Spain (EUR 5.8 million). Furthermore, France, Portugal and Spain have announced that they will declare payment of a total of EUR 14.3 million during the period mid-October to mid-November 2012.

Part of the additional needs can be covered by internal redeployment, but EUR 10.3 million is requested in the Global Transfer.

Decrease 11 03 02

Contributions to international organisations

The annual EU contribution to two regional fisheries organisations have been cancelled for 2012 due to the late entry into force of the mandates of these organisations - South Pacific Regional Management Organisation (SPRMO) and South Indian Ocean Fisheries Agreement (SIOFA). Furthermore, favourable exchange rate fluctuations have reduced the overall costs of other contributions.

Decrease 11 06 04

Completion of the Financial Instrument for Fisheries Guidance (FIFG) - Outside Objective 1 areas (2000 to 2006)

Two programmes have been closed in 2012 for a lower amount than originally foreseen, allowing for the transfer of EUR 7 million.

Increase 11 07 01

Support for the management of fishery resources (collection of basic data)

Needs have proved higher than foreseen at the time of the preparation of the 2012 budget (EUR 1.4 million). This is due to the closure of a number of programmes in 2012, which has led to a concentration of payments in this budget year.

Increase 11 07 02

Support for the management of fishery resources (improvement of scientific advice)

A reinforcement of EUR 0.7 million is requested to cover the payments for the framework contract with a Mediterranean scientific council, which are due in 2012.

Decrease 11 09 01

Preparatory action - Maritime policy

Some payments, which had been planned for 2012 will now be postponed to 2013, due to the late submission of reports by some beneficiaries as well as request from the Commission for clarifications from other recipients.

Decrease 11 09 02

Pilot project - Networking and best practices in maritime policy

The final cost of the project is lower than initially foreseen, and an amount of EUR 0.1 million is available for transfer.

Decrease 11 09 05

Programme to support the further development of an integrated maritime policy (IMP)

The work programme of the IMP was adopted in March, and activities are now in the start-up phase. All possible efforts have been made to advance the actions, but nevertheless needs are less than originally foreseen, and a small amount (EUR 0.6 million) can be transferred.

Increase 12 02 01

Implementation and development of the internal market

This budget line covers payments in respect of commitments remaining to be settled from 2011. There are 24 open contracts (signed in 2011) for which - in accordance with the payment terms specified in the contract - the Commission should issue either an interim or a final payment. These contracts are mainly related to studies, conformity check assessments and the "Europe Advice" service to citizens.

Should the payment appropriations not be increased, there is a huge risk that the Commission will not be in a position to pay these invoices, leading to late interest payments, and a reputational risk.

The number of contractors capable of carrying out these types of studies is quite limited; and this is why, in this case, that the Commission is unable to pay the invoices, there would be a reputational risk involved, as well as a risk for Commission's future open tender procedures, in addition to the payment of late interests (for an average amount per invoice of EUR 200 000).

Increase 12 02 03

Pilot project - Single Market Forum

This budget line is related to the Single Market Forum, for which a central event will take place in Brussels on 15 October 2012 and national events will take place in the Member States mainly during the week of 15 October.

The requested increase will be necessary to cover the expenses for the organisation of the Single Market Week in Brussels, and also to cover the payment of the commitments made by the Commission Representations in order to contribute to the organisation of national events.

The payment appropriations on this line for 2012 are insufficient to cover the commitments already made by the Commission. Payments claimed for a total of EUR 600 000 are now due to the delegations and the first interim payment for the organisation of the event should be paid before the end of the year 2012. This amount is going to be partially covered by an internal transfer and the rest (EUR 0.2 million) is requested under the Global Transfer.

Increase 12 04 01

Specific activities in the field of financial services, financial reporting and auditing

This budget line is related to a grant programme for which the beneficiaries are identified in the legal basis. Only payments related to grants are paid through this budget line. The credits requested will be used for the interim payment of a grant and for the second pre-financing of another one.

This situation derives from 2011 where payment appropriations were insufficient to cover both final payments of 2010 grants and pre-financing and interim payments of grants 2011. Consequently only partial payments were made end 2011 with the remaining payment made early 2012.

Given the amount concerned, the reinforcement is absolutely necessary to avoid the payment of late interest to the beneficiaries.

Increase 14 02 01

Implementation and development of the internal market

A low level of payments in recent exercises has meant that invoices received in 2011 could not be paid, and were pushed into 2012, where once again payments are insufficient to cover needs, and lower than the request of the Commission in the Draft Budget 2012.

Increase 14 03 04

Good governance in the area of tax

Current calculations show that the Commission will need more payment appropriations (EUR 0.2 million) than received through the original budget.

The budget line covers expenditure linked to the promotion of good governance in tax matters in developing countries in line with the recommendations of the Communication "Tax and Development". It contributes to the fight against tax fraud and evasion and for more efficient tax collection. The additional payment appropriations should honour already signed (or just to be signed) commitments including:

- Study on Development of an IT system for electronic invoicing in CIAT's (the African Union and the Assistance and the Inter-American Centre of Tax Administrations) countries.

- Capacity building for CIAT's Tax administrations - Workshop of electronic invoicing.
- the African Tax Administration Forum (ATAF) conference on indirect taxes and on exchange of information.
- the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) national coordinators meeting.

Increase 14 04 02

Customs 2013

In total the Commission estimates that EUR 11 million of additional payment appropriations will be needed with a view to honour already signed commitments.

The main reasons for the insufficient amount of payment appropriations are:

- The 2012 budget was significantly lower than the Commission's request for payment appropriations (by about EUR 3.3 million);
- A tight payment situation in 2011 already meant that invoices were not paid in 2011, but were shifted into 2012.

The appropriations will be used mainly for following contracts:

- IT service management for the IT systems of the Directorate-General for Taxation and Customs Union (ITSM); estimated at EUR 4.6 million
- Specification, development, maintenance and support of Customs IT systems relating to IT projects of the DG TAXUD (CUST/DEV); estimated at EUR 6.6 million
- Wide Area Network Services for CCN/CSI (Common Communication Network/Common Systems Interface); estimated at EUR 2 million
- Development, support, operation, maintenance and management of the CCN/CSI infrastructure and helpdesk, estimated at EUR 1 million.

There are no pre-financing payments in these contracts. The payments are based on the services the contractors deliver: continuous services (i.e. support of the existing IT applications) and on demand services (i.e. payment is based on the progress and delivery). The continuity of these services is vital to maintain trade flows at the EU external borders, and to ensure the crucial exchange of information between public administrations in the current context of fiscal consolidation and combating tax fraud and tax evasion.

These are essential instruments to ensure data transmission in daily functioning of the Customs Union.

Increase 14 05 03

Fiscalis 2013

In total the Commission estimates that it will need EUR 7 million of additional payment appropriations with a view to honour commitments already signed. This situation is the result of low levels of payments in both 2011 – pushing payments into 2012, and in 2012, where payments for two years needs have to be met.

The appropriations will be used mainly for following contracts:

- IT service management for the IT systems of the Directorate-General for Taxation and Customs Union (ITSM); estimated at EUR 1.8 million
- Specification, development, maintenance and support of Fiscal IT systems relating to IT projects of the DG TAXUD (FIST/DEV); estimated at EUR 2.5 million
- Wide Area Network Services for CCN/CSI (Common Communication Network/Common Systems Interface); estimated at EUR 1 million

- Development, support, operation, maintenance and management of the CCN/CSI infrastructure and helpdesk; estimated at EUR 0.5 million.

As in the case of Customs 2013, there are no pre-financing payments in these contracts. The payments are based on the services the contractors deliver: continuous services (i.e. support of the existing IT applications) and on demand services (i.e. payment is based on the progress and delivery). These are essential instruments to ensure data transmission in daily functioning of the Internal Market.

Decrease 16 02 04

Operation of radio and television studios and audio-visual equipment

A new contract, which entered into force on 1 March 2012 has proved to be substantially less costly, and EUR 0.5 million can be transferred.

Increase 16 04 02 01

Online and written information and communication tools

The need to reinforce this budget line results from the acceleration of payments for online and written information and communication tools (such as the Europa website, Europe Direct Call Centres, newsletters, etc.), compared with the amounts initially forecast. The requested additional payment appropriations are necessary to fulfil the contractual obligations related to the interim payments.

Decrease 17 02 03

Preparatory action - Monitoring measures in the field of consumer policy

Due to a delay in the implementation of the food labelling action, only a pre-financing is envisaged for this action for 2012. As regards the grants for data collection and reporting of consumer complaints, the final payments, initially foreseen for April 2012, will also be partly executed in 2013. Therefore a decrease of EUR 200 000 in payment appropriations is possible.

Decrease 17 02 04

Pilot project - Transparency and stability in the financial markets

Due to a delay in the implementation of the project, only a limited amount will be paid in the last quarter of 2012. Additional payments are foreseen to be executed in 2013. Therefore a decrease of EUR 250 000 in payment appropriations is possible.

Increase 17 03 06

Union action in the field of health

An increase in payment appropriations of an amount of EUR 6.5 million is needed for the implementation of the Public Health 2008–2013 programme. The major part of the additional payment appropriations is needed to pay the pre-financings for the actions for cancer prevention and control (EUR 1.2 million) and for the Communication campaign against smoking (EUR 2.7 million).

However, this increase will be partly financed through internal transfers whereby EUR 4.5 million payment credits available on several budget lines will be transferred to the budget line for the Public Health programme. As a result, the increase requested through the Global Transfer exercise is limited to EUR 2 million in payment appropriations.

Increase 17 03 07 02

European Food Safety Authority - Contribution to Title 3

In 2011 the consumption of differentiated payment credits was lower than anticipated, part of which due to contractual difficulties leading to postponement of the beneficiaries to deliver the services on time and hence postponement of payments. As a result, EFSA returned EUR 1.5 million in payment appropriations to the EU budget. The current budget implementation forecast shows that EFSA now needs an increase in payments of EUR 1.1 million in order to cover the payments under the scientific cooperation programme.

Increase 18 02 04

Schengen information system (SIS II)

The project has now reached its final implementation. Key milestones, such as the provisional system acceptance, have now been reached. In addition, following some delay by the development contractor in earlier stages of the project, payments from previous years have accumulated. The main expenses cover the provisional system acceptance as well as the testing and migration activities with Member States and the central site, including the SIS I test environment and external assistance for quality assurance, the running of the communication infrastructure and the service contracts with France for infrastructure and support at the central site.

The overall needs to year end amount to EUR 15.9 million. The availability on the line (EUR 2 million) cannot meet these needs. The Commission will meet these needs partially through internal transfer, and will request the amount of EUR 6.6 million placed in reserve to be lifted. Provided that this reserve can be lifted in due time, a reinforcement of only EUR 1.7 million is requested in the Global Transfer.

Increase 18 02 05

Visa information system (VIS)

The project is now in its final year of implementation. A significant RAL has been accumulated due to some delays by the development contractor in previous years that prevented the Commission to pay as initially planned. The main expenses cover the extension of VIS and BMS (Biometric Matching System) maintenance services, the payments linked to the new contract for maintenance into working order for the VIS and BMS systems, the running of the communication infrastructure and the service contracts with France for infrastructure and support at central site. In order to cover the needs until December 2012, the Commission will partially meet these needs through internal transfer and a reinforcement of EUR 1.9 million is therefore requested in the Global Transfer.

Increase 18 05 02 02

European Police Office - Contribution to Title 3

Budget 2012 voted appropriations present a gap of EUR 3 million between commitments and payments, due to an uncertainty about the absorption capacity of the Agency in terms of payments. Europol however confirmed a sustained pace of implementation of the payment appropriations and it is therefore necessary to restore the balance between commitments and payments to be able to pay the fourth instalment foreseen for 2012.

Increase 18 05 09

Prevention of and fight against crime

Since the mid-term evaluation of the Prevention of and Fighting against Crime programme, several mechanisms have been put in place in order to improve and accelerate its management, such as internal and external ex-ante and ex-post audits of the projects funded and increased communication efforts towards potential stakeholders. These measures resulted in a reduction of the time to grant and in a subsequent acceleration of the rhythm of payments.

Consequently, the Commission now has to face requests for pre-financings and payments relating to both 2011 and 2012 commitments and relating to two consecutive annual work programmes, which significantly increases its obligations towards third parties, of which 70 % are private entities.

For these reasons, the currently available resources on the budget line are not sufficient and a reinforcement of EUR 12 million is requested.

Increase 18 08 01

Prince - Area of freedom, security and justice

This budget line covers expenditure related to communication activities in the area of home affairs, such as the media monitoring contract, the Eurobarometer on Cybercrime, the Eurobarometer on Home Affairs, but also production of videos and brochures. Communication projects are being implemented progressively, based on the communication strategy prepared at the beginning of the period, but also in response to demands linked to political decisions requiring communication on specific subjects.

The voted appropriations are close to being exhausted (EUR 9 700 available). In order to cover activities contracted in 2011 and early 2012, a reinforcement of EUR 1.2 million is requested.

Decrease 19 02 01

Cooperation with third countries in the areas of migration and asylum

The level of payments that was initially foreseen when the 2012 budget was proposed in April 2011 will not be reached for the following reasons:

A number of on-going projects in the Mediterranean region – where the situation remains unstable (post-conflict) – have experienced delays. As a consequence, the submission of the request for interim or final payments has been postponed. The Commission, moreover, is requesting clarification and additional information for a number of projects which delays the payments. Considering that the focus of the Thematic Programme Migration is on the Mediterranean Region (in terms of allocated funds both through Call for Proposals and Targeted initiatives), the above-mentioned delays have strongly affected the whole payment forecasts over the year for the entire Thematic Programme.

Decrease 19 03 01 01

Monitoring mission in Georgia

The legal base extending the monitoring mission in Georgia for the period 15 September 2012 – 15 September 2013 is being adopted with a lower budget than initially foreseen.

As a result, only a first pre-financing for an amount of EUR 10.4 million relating to the new contract extending the mission will be paid. Since no further payments are expected in 2012, the excess of payment appropriations can be decreased from the budget line.

Decrease 19 03 01 02

EULEX Kosovo

The Council adopted Decision 2012/291/CFSP extending the duration of EULEX Kosovo with a budget for the period 15 June 2012 – 15 June 2013 lower than initially foreseen. As a result, only a first pre-financing for an amount of EUR 40 million relating to the new contract extending the mission will be paid. Since no further payments are expected in 2012, the excess of payment appropriations can be decreased from the budget line

Increase 19 05 01

Cooperation with industrialised third countries

The implementation of a number of 2011 ICI projects were shifted to 2012 because the calls for proposals were launched later in the year 2011. As a result, the corresponding pre-financing needs attached to the projects were also shifted to 2012 which increases the needs for payment appropriations under the 2012 budget for this line for an amount of EUR 1.9 million.

Increase 19 06 02 01

Actions in the area of risk mitigation and preparedness relating to chemical, nuclear and biological materials or agents (Instrument for Stability)

The initial amount of payment appropriations approved by the Budgetary Authority for 2012 was EUR 28.6 million. The additional amount of EUR 12.4 million is necessary to cover the initial payments for two of the new projects Annual Action Programme 2012 (The International Science and Technology Centre-ISTC/ The Science and Technology Centre in Ukraine-STCU, The International Atomic Energy Agency-IAEA) and the invoices presented for the on-going activities (United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute-UNICRI, The International Science and Technology Centre – Biotechnology-ISTC Bio).

It is of particular importance to note that:

- the EU has legal obligations on the basis of international agreements to provide funding to ISTC/STCU;
- the EU has legal obligations under a multi-donor international arrangement to support The International Atomic Energy Agency-IAEA in upgrading a radionuclide laboratory (Siebersdorf).

Increase 19 06 03

Trans-regional actions in the areas of organised crime, trafficking, protection of critical infrastructure, threats to public health and the fight against terrorism (Instrument for Stability)

The initial amount of payment appropriations voted in the budget 2012 was EUR 12.6 million, while the amount initially requested was EUR 13.2 million.

This additional amount is necessary to cover the initial payments for new projects under Annual Action Programme 2011 (Counter terrorism Pakistan and Heroin Route projects) and incoming invoices for on-going activities (e.g. Cocaine Route and Piracy projects). This amount is based on the assumption that a number of payments for on-going activities can be postponed to 2013.

These payments are imperative to the basis of existing contractual obligations of the EU. There will be a breach in obligations if the payments are not made this year.

Increase 19 08 01 02

European Neighbourhood and Partnership financial assistance to Palestine, the peace process and UNRWA

The initial amount of payment appropriations voted in the budget 2012 for budget line 19 08 01 02 was EUR 180 million. A reinforcement of the budget line by an internal transfer of EUR 30 million at the beginning of July has already been carried out.

The results of the EU Delegations and Headquarters' mid-year reports, where payment needs for 2012 are revised and updated, present a supplementary need of EUR 40 million in payment appropriations for budget line 19 08 01 02.

The reinforcement of EUR 40 million hereby requested should be carried out:

- by a reinforcement of EUR 30 million via the Global Transfer;
- and by an internal transfer for an amount of EUR 10 million from budget line 19 08 01 01 (ENPI South).

The reinforcement is necessary to cover the payments due in 2012. These payments are principally in favour of the Mécanisme Palestino-Européen de Gestion et d'Aide Socio-Economique (PEGASE) (funding recurrent expenditures of the Palestinian Authority) and the United Nations Relief and Work Agency (UNRWA), but also payments related to on-going infrastructure and development projects due before the end of the year.

The financial situation of the Palestinian Authority is critical and it was unable to pay salaries to civil servants and other government employees in August. UNRWA is also experiencing a shortfall in anticipated revenues and is currently predicting that it will not be able to meet all its commitments this year.

Decrease 19 09 03

Cooperation activities other than Official Development Assistance (Latin America)

Due to the late adoption of the legal base for ICI+ in December 2011, the decision-making and contracting process will only be partially finalised in 2012. As a consequence, part of the payments foreseen for 2012 will be delayed to 2013. For this reason EUR 1.1 million can be released.

Decrease 19 10 01 01

Cooperation with developing countries in Asia

Under several programmes funded from this budget line payments foreseen in 2012 have been reduced or cancelled for the following reasons: delays in the contracting, savings and difficulties in the implementation.

- India: for procedural reasons the co-signature of the financing agreement of the Annual Action Program for India has been delayed.
- Nepal: the current political situation in Nepal delayed the release of two budget support payments.
- Pakistan: for the project "Technical and Vocational Education and Training in Pakistan" the initial payment forecasts have been revised downwards in line with the estimations provided by the contractor.
- Thailand: in a specific project run with other donors, there will not be requests for any additional funds to the European Commission this year as there are already enough funds from the other donors to cover the expenses until the end of the year.

Decrease 19 10 01 02

Aid for the rehabilitation and reconstruction of Afghanistan

In Afghanistan, the security conditions and difficulties in the daily management have an overall negative impact in project implementation and, consequently, on disbursements. The temporary reallocation of most of Commission's staff to Brussels has affected the capacity of the Delegation to engage in sector dialogue, donor coordination and programme monitoring. As a result, there was, since the beginning of the year, an excess in payment credits available for the year. Besides, other payments have been reduced or postponed.

Support to Police Reform in Afghanistan- Law and Order Trust Fund for Afghanistan (LOTFA): A payment of EUR 47 million was foreseen for 2012. However, according to the latest information, following the initial findings of a fraud investigation, it appears that a new team has been sent to Afghanistan and that the scope of the investigation has been extended. The release of the investigation report is not expected before end of the year which will delay the payment of EUR 47 million to 2013.

Support for the National Priority Programmes on Efficient and effective Governance and Justice for all: The negotiation with the international community of the strategy for the implementation of the Justice programme is being more difficult and lengthy than expected. As a consequence, the signature of the Administration Agreement with the World Bank is only expected next year and therefore, the forecasted first pre-financing of EUR 10 million needs also to be postponed.

Decrease 19 10 01 03

Preparatory action - Business and scientific exchanges with India

Some delays in the implementation of the project "Continuation of Support to the European Business and Technology Centres in India, Phase III" have resulted in a final decrease of the needs for payment appropriations in 2012.

Decrease 19 10 01 04

Preparatory action - Business and scientific exchanges with China

Due to the nature of the action and some delays in the implementation of the programmes, the need for payment appropriations in 2012 has been revised downwards.

Decrease 19 10 04

Cooperation activities other than Official Development Assistance (Asia, Central Asia, Iraq, Iran and Yemen)

Due to the late adoption of the legal base for ICI+ in December 2011, the decision-making and contracting process will not be finalised in 2012. As a consequence, the payments foreseen for 2012 will be delayed to 2013. For this reason EUR 4.5 million can be released.

Decrease 19 11 05

Preparatory action - Strategic environmental impact assessment of the development of the Arctic

An open call for tender aiming to conclude a service contract (budget maximum EUR 1 million) was published in July. The payment schedule as described in the tender specifications does not foresee a pre-financing payment. An interim payment will be made approximately four months after concluding the contract. Therefore, the available payment appropriations will not be used in 2012 and can be returned.

Increase 20 02 01

External trade relations, including access to the markets of third countries

Credits on this budget line cover support activities on on-going and new trade negotiations, trade-related technical assistance towards developing countries, market access activities, legal and expert assistance, etc.

Since there was an urgent need for payments on another budget line – 20 02 03 – Aid for Trade- multilateral initiatives, EUR 1.7 million in payment appropriations have been transferred through an internal transfer from 20 02 01 in June 2012. Therefore, there is a need to replenish the latter with the amount of payment appropriations necessary until the end of the year – EUR 1.4 million. This reinforcement will cover mainly payments relating to outstanding commitments.

Increase 20 02 03

Aid for trade - Multilateral initiatives

Credits on this budget line cover support to multilateral programmes and initiatives aimed at strengthening the trade-related capacity of developing countries.

The Commission initially requested an amount of EUR 3.4 million in payment appropriations in the Draft Budget 2012. The amount finally approved was EUR 1.4 million- largely insufficient to cover the needs for the year.

In June 2012, the Commission reinforced the line in question with EUR 1.7 million through an internal transfer from budget line 20 02 01 – External Trade relations, including access to the markets of third countries. The reinforcement was urgently needed to cover payments to the WTO due in June/July 2012. Even after this reinforcement, payment needs are not met and a second reinforcement of EUR 1 million is requested to ensure Commission's disbursements, mainly, to the WTO Global Trust Fund and Trade Facilitation Fund.

Increase 21 02 03

Facility for rapid response to soaring food prices in developing countries

A revision of the payment forecasts, based on an analysis of on-going and foreseen projects shows a need for an increase of payments of EUR 5 million. This increase is due to the following operations:

- the fast implementation of projects of the World Food Programme in Guatemala and Senegal;
- rapid advances in the projects implemented by Food Aid Organisation in Afghanistan, Haiti, Guinea Bissau and Sierra Leone.

Increase 21 03 01

Non-State actors in development

The reinforcement requested of EUR 30 million will be used order to cover the expected payments for a large number of NGO-contracts signed in 2011 that matured for payment in 2012. Furthermore, the call for proposals launched in the first months of 2012 have been finalised and the related Financing Decisions taken. The NGOs have presented their contracts for payment. The Commission has legal obligations to meet the payment requests. Any delay could result in financial penalties.

Increase 21 03 02

Local authorities in development

The reinforcement requested will be used to cover the payments relating to new contracts of approximately EUR 4.8 million. These projects and resulting contracts follows the Calls for Proposals launched in the first months of 2012.

Furthermore, according to the forecasts, it is expected that interim and/or final payments for on-going contracts will reach a minimum of EUR 3 million from September to December.

The total payments appropriations that will be needed are therefore EUR 7.8 million. Since by 01/09/2012 only EUR 2.8 million remained available, there is a need for reinforcement of EUR 5 million, out of which EUR 4 million through the Global Transfer and EUR 1 million through an internal transfer.

Increase 21 05 01 01

Health

There are currently a total of 128 grant contracts and 13 contribution agreements with international organisations under this budget line. The need of payment appropriations is higher than initially forecasted, due to payment requests relating to contracts signed in late 2011 and in early 2012. It should be noted that:

- in the selection procedure, the contracts under the calls for proposal on 'Non-State Actors' capacity building for access to HIV-AIDS prevention, treatments and care in ENPI were only signed by end December 2011 and therefore the first payments on these contracts were delayed from 2011 to 2012;
- first payments due on a 2011 contribution agreement with the United Nations Population Fund (UNFPA) was not be fully paid in 2011 which following further examination left the balance to be paid from 2012 appropriations;
- at the time the Draft Budget 2012 was submitted (April 2011), the identification of Annual Action Programme 2012 was at an early stage. Two calls for proposals were initially foreseen, implying that the contracting and the pre-financing payments would have been made in 2013 only. The Commission simplified and accelerated the procedure by implementing the activities through direct agreements with international organisations (WHO and UNFPA). The payment requests therefore fall in the budget year 2012.
- the final payment to the Global Alliance for Vaccines and Immunisation initially forecasted for 2013 will now take place in 2012 as the project was finalised sooner than foreseen.

Increase 21 05 01 03

Other aspects of human and social development

Credits under this budget line have been spent faster than expected because payments forecasted at the end of 2011 were made in early 2012 for a total of EUR 4.8 million: 15 contracts out of the calls for proposals on Culture (Dec No 2010/22127) and Children (Dec. No 2010/22135) and three targeted actions with the International Labour Organisation (ILO) (2008/164787), UNESCO (2010/244569) and the International Organisation for Migration (IOM) (2009/210756). The end of the year forecast includes payments to 39 contracts, including two targeted actions with UNICEF for a total of EUR 2.6 million, for a total of EUR 5.3 million (around 50 % being final payments).

Increase 21 05 01 04

Gender equality

The reinforcement requested is in line with the needs already forecast in March. It was proposed to await the Global Transfer exercise to see if the needs could be matched with availabilities elsewhere.

Increase 21 05 01 08

Pilot project - Enhanced health care for victims of sexual violence in the Democratic Republic of Congo (DRC)

Payments for two contracts were initially foreseen for 2013, but latest revision of payment forecasts shows that the projects activities have advanced. Therefore, additional payments will be needed in 2012.

Increase 21 05 02

Global Fund to Fight Aids, Tuberculosis and Malaria (GFATM)

The budget line covers the EU contribution to the Global Fund to Fight Aids, Tuberculosis and Malaria (GFATM). The EU is obliged to make a single payment on an annual basis according to the legal commitment. Therefore, payment appropriations need to cover the full amount of the commitment appropriations. The 2012 contribution amounts to EUR 50 million and the initial payment appropriations on this line were insufficient.

Decrease 21 06 05

Assistance to ACP banana producers

Following a review of the forecast for payment needs the Commission proposes to decrease the payment appropriations for 'Aid to ACP banana producers' by EUR 5 million. This decrease is mainly due to the cancellation of the 2012 budget support payments for Barbados, which will not be made this year due to the non-fulfilment of the conditions set up for releasing the funds.

Decrease 21 06 06

Cooperation activities other than Official Development Assistance (South Africa)

Due to the late adoption of the legal base for ICI+ in December 2011, the decision-making and contracting process will not be finalised in 2012. As a consequence, the payments foreseen for 2012 will be delayed to 2013. For this reason EUR 954 559 can be released.

Decrease 21 06 07

Banana accompanying measures

Due to the late adoption of the legal base for Banana Accompanying measures in December 2011, the decision-making and contracting process will not be finalised in 2012. As a consequence, the payments foreseen for 2012 will be delayed to 2013. Therefore, EUR 33.4 million can be made available.

Increase 21 07 03

Agreement with the Food and Agriculture Organisation (FAO) and other United Nations bodies

Considering the accession of the European Union to the Food and Agriculture Organisation and the conclusion and subsequent ratification of the International Treaty on Plant Genetic Resources, the Commission will have to pay under the 21 07 03 budget line both the annual contribution to the Food and Agriculture Organisation (FAO) and the annual contribution to the International Treaty on Plant Genetic Resources amounting to a total of EUR 0.3 million to be committed and paid in 2012. Due to the very nature of expenses covered by this budget line (i.e. payment of annual contribution to an international body), the amount committed during year N should be fully disbursed during the same budgetary year. As it stands, the level of appropriations voted under the 2012 budget will allow the Commission to pay the annual contribution to the FAO but is insufficient to pay the annual contribution stemming from the ratification of the International Treaty on Plant Genetic Resources.

Increase 21 07 04

Commodities agreements

The 21 07 04 budget line covers the annual membership fees which the Union must pay for its participation on the grounds of its exclusive competence in the field.

More specifically this appropriation covers the payment of:

- the annual fee for membership of the International Tropical Timber Agreement: a commitment of EUR 0.839 million has been made followed by a payment of EUR 0.824 million (the difference between figures result from EUR/USD exchange rate fluctuations);
- the annual fee for membership of the International Jute Organisation: a commitment and corresponding payment for the amount of EUR 0.3 million is under preparation;

- the annual fee for membership of the International Coffee Organisation: a commitment and corresponding payment for the amount of EUR 1.4 million is tabled for December 2012;
- the annual fee for membership of the International Cocoa Organisation: a commitment and corresponding payment for the amount of EUR 1.4 million is also tabled for December 2012.

As of early September 2012, three membership fees for a total of EUR 3.1 million (jute, cocoa and coffee organisations) still have to be committed and paid, but the credits available on the budget line are insufficient.

Increase 21 08 02

Coordination and promotion of awareness on development issues

The Communication strategy for Directorate General EuropeAid Development and Cooperation had to be revised in the second half of 2011 to take into account the creation of the new Directorate General, following the establishment of the European External Action Service. Therefore, a lot of contracts were signed at the end of the year and the pre-financing had to be postponed to 2012.

In addition, some major activities, such as the European Development Days took place later in the year than originally expected, thus making it impossible to pay for the services before the end of the year.

For these reasons, a reinforcement of EUR 2 million is requested.

Increase 23 02 01

Humanitarian aid

The initial budget in payment appropriations on the humanitarian aid budget line, as approved by the Budgetary Authorities, was EUR 35 million lower than the amount in commitment appropriations. At the same time, the necessary payment appropriations for 2012 are close to 100 % of the commitments and the most recent RAL (2010/2011) still to be paid stands at EUR 159 million.

Additionally, the humanitarian aid budget line has been reinforced with EUR 70 million in commitment appropriations to deal with the humanitarian crises in Sudan, South Sudan, Yemen and Syria. A further reinforcement of EUR 80 million in commitments is currently being processed to deal with the humanitarian crisis in Syria, Horn of Africa and Pakistan. This will bring the total reinforcements in commitment appropriations, through the use of the Emergency Aid Reserve (EAR) and redeployment within heading 4, to EUR 150 million.

The corresponding reinforcement in payment appropriations are only 58 % of the amount in commitments, while the Commission makes pre-financing payments of 80 % at the start of the humanitarian operations. The Commission has therefore specifically mentioned in its transfer requests to the Budgetary Authorities that supplementary payment appropriations would be requested through the global transfer procedure.

Increase 23 02 02

Food aid

The initial budget in payment appropriations on the food aid budget line, as approved by the Budgetary Authorities, was EUR 21 million lower than the amount in commitment appropriations. At the same time, the necessary payment appropriations for 2012 are close to 100 % of the commitments and the most recent RAL (2010/2011) still to be paid stands at EUR 63 million.

Additionally, the food aid budget line has been reinforced with EUR 75 million in commitment appropriations to deal with the humanitarian crises in the Sahel and Sudan/South Sudan. A further reinforcement of EUR 15 million in commitment appropriations is currently being processed to deal with the food crisis in the Horn of Africa. This will bring the total reinforcements in commitment appropriations, through the use of the Emergency Aid Reserve and redeployment within heading 4, to EUR 90 million.

The corresponding reinforcements in payment appropriations are only 19 % of the amount in commitments, while the Commission makes a pre-financing payment of 80 % at the start of the humanitarian operations. The Commission has therefore specifically mentioned in its transfer requests to the Budgetary Authorities that supplementary payment appropriations would be requested through the global transfer procedure.

Increase 23 03 01

Civil protection within the Union

The increase request in payment appropriations (PA) for this budget line is due to an acceleration in RAL payments during 2012. At year-end 2011, a significant RAL of EUR 27.7 million was still unpaid representing around 200 % of the 2012 payment appropriations.

For this reason the balance available under the PA will not be sufficient to cover the pre-financing of the 2012 programmes which are usually launched in the last quarter of the year (training programmes, exercise calls, preparedness programmes etc.) and for which the calls for proposal are being currently finalised.

Based on the actual forecasts, a reinforcement of EUR 1.3 million in payment appropriations is requested.

Increase 24 02 03

Anti-fraud information system (AFIS)

The Anti-Fraud Information System (AFIS) is an IT-application maintained and financed by OLAF and at the disposal of the Member States for which 100 % of the funds are used for delivery of IT equipment and to employ intra-muros staff, as well as for trainings and expertise. Those expenses are all covered by procurement contracts. As distinct from the two other operational programmes managed by OLAF: Hercule and Pericules, AFIS cannot be considered as a multi-annual programme as such. This means that OLAF needs to fulfil its payment obligations immediately after delivery of the equipment or services (official payment delays of the EC are 30 days after receipt of invoice). Consequently, 90 % of the AFIS projects are paid within the year following the signature date of the contract.

Having carefully evaluated payment obligations of all current files still to be fulfilled, an increase of payment appropriations for the AFIS programme of at least EUR 1.8 million is needed for 23 projects.

Increase 26 02 01

Procedures for awarding and advertising public supply, works and service contracts

The requested increase in payment appropriations is necessary in order to allow the Publications Office to fulfil the contractual obligations related to the interim payments of infrastructure and IT projects, as well as to be able to cover the additional costs related to the take-over of the new contract, initially not foreseen in this year's budget. The remaining part will be used to honour past RAL which arose due to the fact that the available payment appropriations were considerably lower than commitment appropriations in the past and the current year.

Increase 26 03 01 01

Interoperability Solutions for European Public Administrations (ISA)

The available payment appropriations (PA) under budget line 26 03 01 01 are insufficient to cover the actual needs. Current implementation is 100 %, and there is a backlog of EUR 4.8 million waiting to be paid, if new appropriations can be made available. The amount of late interests to be paid will be in a range of EUR 0.1 million-EUR 0.2 million.

Additionally there are payments due in October and November to a number of service providers for a total amount of EUR 3.4 million.

It should be noted that during the 2012 budget procedure, the level of payments was reduced by EUR 11.2 million compared to the Draft Budget 2012.

Based on the actual forecast, a reinforcement of EUR 8 million in payments is requested to cover the needs until year end.

Decrease 32 04 14 03

Energy projects to aid economic recovery - European offshore wind grid system

Out of ten Offshore Wind projects one project is complete, and others are well on track, but some are facing major delays in the permit process. The licensing of the wind farms to be connected (as well as the co-financing to be obtained through the regulatory authorities) has to be finalised before the final investment decisions can be taken. The estimated payment needs until the end of the year determine that an amount of EUR 11.4 million can be released.

Decrease 32 05 03

Nuclear safety - Transitional measures (decommissioning)

The latest forecast provided by the managing authorities of the three decommissioning programmes (the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) and the Central Project Management Agency (CPMA) in addition for Lithuania) shows that the payment requests foreseen by the end of 2012 amount to EUR 177.9 million in total. Taking into account the amount of EUR 41.5 million already paid, there is a surplus of EUR 30 million that can be made available.

Increase 32 06 01

Research related to energy

The pace of payment implementation of the actions of the energy research programme is faster than originally foreseen. Supplementary payments of EUR 5.5 million are necessary to take account of all requests up to end 2012.

Increase 33 03 04

Criminal justice

Following the calls for proposals launched in 2012 and based on the award decision adopted on 23/08/2012, 51 legal commitments for the amount of about EUR 15 million have to be concluded by the end of the year. The amount of financing to be paid accounts for some EUR 10 million. On the basis of the current availability of payment appropriations on the budget line and after taking into account the outstanding obligations for on-going grants and procurement files, an additional amount of EUR 5 million is necessary to cover the requests.

Increase 33 04 01

Drugs prevention and information

Following the calls for proposals launched in 2012, 12 legal commitments for the amount of EUR 5 million have to be concluded by the end of 2012 with an amount of EUR 2.5 million envisaged to be paid as pre-financing. On the basis of the current availability of payment appropriations and taking into account the outstanding obligations for on-going grants and procurement files, an additional amount of EUR 1 million is needed to cover the requests.